

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 1^{er} octobre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°218 ■

EN AFRIQUE
Le coût de production de l'hydrogène vert peut chuter à 1,6 \$/ kg d'ici 2030

P 16

OUVERTURE D'UNE FOIRE PERMANENTE EN OUGANDA

Le «made in algeria» poursuit son offensive en Afrique

L'Algérie cible le Continent africain. Après l'ouverture de foires permanentes en Mauritanie et au Sénégal respectivement, une autre foire vient d'être inaugurée, avant-hier dans la capitale ougandaise, Kampala, par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni. P 3



SALON DE LA SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE

Près de 100 exposants attendus à la 8^e édition



La 8^e édition du salon de la sous-traitance industrielle (ALGEST) se tiendra du 16 au 19 octobre prochain, au Palais des expositions (SAFEX) d'Alger avec la participation de 100 exposants, a indiqué un communiqué des organisateurs.

P 2

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME INTERNE

Le gouvernement déroule sa stratégie

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé, jeudi soir à Alger, que l'Algérie aspirait, grâce à ses immenses atouts touristiques, à bâtir une industrie touristique de premier plan à même de contribuer à la prospérité du pays et au progrès social des citoyens.

P 5

SALON INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES D'ALGER (SIEERA)

Les entreprises algériennes déterminées à relever le défi

Les entreprises algériennes avancent à pas sûrs dans le domaine de l'investissement lié à l'environnement et aux énergies renouvelables, à travers le recyclage et la valorisation des déchets, ainsi que les solutions innovantes visant à exploiter le potentiel que recèle l'Algérie en la matière, ce qui leur a permis de se diriger vers l'exportation et la réalisation des projets dans d'autres pays.

P 4

Géant[®] ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـح جـيـون

HYDROCARBURES

**ALNAFT
rencontre les
compagnies
opérant en
Algérie**

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a organisé, mercredi, une rencontre avec les compagnies pétrolières présentes en Algérie, en présence de la compagnie nationale Sonatrach, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

"Le président du comité de direction d'ALNAFT, Mourad Beldjehem, a convié ce mercredi les représentants de toutes les compagnies activant en Algérie dans le domaine des hydrocarbures pour échanger et recueillir leurs attentes à l'effet de mieux les accompagner dans l'exercice de leurs activités", a expliqué la même source.

A travers cette rencontre, ALNAFT instaure "une plateforme de communication et d'échanges, de manière pérenne, avec les compagnies pétrolières opérant en Algérie, en présence de la compagnie nationale Sonatrach", souligne le document.

Dans son allocution, M. Beldjehem a assuré qu'ALNAFT "apportera toujours son support et soutien pour la réussite des projets en cours et à venir", a-t-on noté.

Les représentants des compagnies présents, quant à eux, "saluent l'initiative et adhèrent à l'idée d'ALNAFT de l'inscrire dans les traditions du secteur de l'amont pétrolier".

R E.

OPEP

L'Accord d'Alger a posé les fondations d'une coopération exceptionnelle

L'Accord historique d'Alger, conclu il y a sept ans par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a posé les fondations d'un cadre de coopération "exceptionnel" entre les pays producteurs de pétrole. C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé jeudi dernier.

Synthèse S T.

«L'Accord historique d'Alger a posé les fondations d'un cadre de coopération exceptionnel entre les principaux producteurs de pétrole, OPEP et non-OPEP, qui a permis au cours de ces sept dernières années d'oeuvrer collectivement et solidement à la restauration de l'équilibre et de la stabilité du marché pétrolier international dans l'intérêt des pays producteurs et de l'industrie pétrolière mais également pour le bénéfice des consommateurs de l'économie mondiale», a souligné M. Arkab cité dans un communiqué du ministère. Les pays de l'OPEP et ses partenaires de la Déclaration de coopération (DoC), célèbrent ce jeudi 28 septembre, le 7e anniversaire de l'Accord d'Alger. En effet, en marge

de la 15e réunion ministérielle du Forum international de l'énergie organisée le 28 septembre 2016 à Alger, l'OPEP a tenu la 170e réunion (extraordinaire) de la conférence de l'organisation afin de discuter de la situation du marché pétrolier international et d'explorer les moyens de remédier durablement aux déséquilibres et à l'instabilité persistante du marché. «La tenue de cette réunion historique est l'aboutissement des efforts menés inlassablement par l'Algérie au cours des 18 mois précédents pour amener les membres de l'OPEP et les principaux producteurs de pétrole non membres de l'organisation à agir collectivement de manière coordonnée et solidaire afin de restaurer la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier international», souligne le ministère.

L'Accord historique d'Alger du 28 septembre 2016 marque «un acte fondateur» dans la consolidation des relations entre les pays membres de l'OPEP et les producteurs de pétrole non-membres de l'organisation, selon le ministère, notant que cet accord avait permis deux mois plus tard à Vienne, la signature, sur la base d'une proposition algérienne, de la Déclaration de coopération (DoC) plus connue sous le nom de "OPEP+". Pour sa part, le secrétaire général de l'organisation, Haitham Al Ghais a indiqué que l'Accord historique d'Alger signé par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui fête ses sept ans ce jeudi, a jeté les bases nécessaires aux efforts de stabilité du marché pétrolier. «Les pays membres de l'OPEP et les pays producteurs non membres

de l'organisation sont allés au-delà de leurs capacités pour soutenir la stabilité du marché pétrolier mondial pour l'intérêt de l'ensemble des producteurs et des consommateurs. L'Accord historique d'Alger a jeté les bases nécessaires à ces efforts extraordinaires», a estimé M. Al Ghais cité dans un communiqué publié sur le site-web de l'OPEP à l'occasion du septième anniversaire de l'Accord d'Alger. «Ces décisions historiques ont finalement conduit à la signature de l'Accord de Vienne lors de la 171e réunion de la Conférence de l'OPEP le 30 novembre 2016 et à la Déclaration de coopération (DoC) historique entre l'OPEP et les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP le 10 décembre de la même année à Vienne, en Autriche», rappelle le communiqué.

GOVERNEMENT

Examen des conditions de destruction des marchandises saisies, confisquées ou abandonnées

Le gouvernement a examiné lors de sa réunion hebdomadaire, présidée mercredi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderahmane, un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités de destruction par l'administration des douanes des marchandises saisies, confisquées ou abandonnées, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Selon le communiqué, ce projet de texte, présenté par le ministre des Finances, "permettra de fixer les conditions et les modalités de destruction par l'administration des douanes des mar-

chandises saisies, confisquées ou abandonnées". Il a pour objectif de "préserver les intérêts de toutes les parties et de renforcer la transparence en matière de gestion et de traitement de cette catégorie de marchandise", a-t-on ajouté. En outre, le gouvernement a examiné un avant-projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021, présenté également par le ministre des Finances, selon la même source. Le projet de texte, a-t-on précisé, "intervient dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles consacrant le contrôle du législatif sur

l'exécutif. Il permet de fournir des informations de qualité à l'ensemble des parties prenantes et de rendre compte de l'utilisation des crédits budgétaires votés et de l'exécution de la loi de finances de l'année et de la loi de finances rectificative de la même année". Il s'agit, a-t-on noté dans le communiqué, "de l'un des documents consacrés en matière de transparence budgétaire, lequel renseigne sur la gouvernance financière et la performance des institutions chargées de la gestion des finances publiques".

SALON DE LA SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE

Près de 100 exposants attendus à la 8^e édition

La 8e édition du salon de la sous-traitance industrielle (ALGEST) se tiendra du 16 au 19 octobre prochain, au Palais des expositions (SAFEX) d'Alger avec la participation de 100 exposants, a indiqué un communiqué des organisateurs. Ce salon, organisé par la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat (BASTP) et le

World Trade Center Algiers (WTCA), au niveau du Pavillon "U", est placée sous le parrainage du ministre de l'Industrie et de la production Pharmaceutique, a précisé la même source. Cette 8e édition verra la participation de 100 exposants représentant divers secteurs d'activités, notamment l'industrie manufacturière, la mécanique, l'électricité,

l'électronique, la métallurgie, ainsi que les services liés à l'industrie, a ajouté le communiqué, assurant que 6.000 visiteurs sont attendus et 300 rencontres B to B. "Cette importante manifestation se déroulera à un moment opportun puisqu'elle s'inscrit en droite ligne avec les orientations des pouvoirs publics en matière de diversification de notre éco-

nomie, faisant de l'industrie en général et du développement de la sous-traitance industrielle en particulier le point focal pour mener à bien les politiques de substitution à l'importation et de l'exportation, nécessaires à un rééquilibrage de notre balance commerciale", ont souligné les organisateurs.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

OUVERTURE D'UNE FOIRE PERMANENTE EN OUGANDA

Le «made in algeria» poursuit son offensive en Afrique

L'Algérie cible le continent africain. Après l'ouverture de foires permanentes en Mauritanie et Sénégal respectivement, une autre foire vient d'être inaugurée, avant-hier à la capitale ougandaise, Kampala, par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni.

Par Sirine R

Dans une déclaration à la presse, le ministre a mis en avant « l'importance de l'accès des produits algériens aux marchés africains et de l'investissement au niveau continental, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune », rappelant « la priorité » accordée à l'accès des produits nationaux aux marchés étrangers, notamment le marché africain. « Nous sommes à Kampala (Ouganda) pour confirmer toutes les décisions prises lors des réunions conjointes et pour mettre en œuvre les instructions des présidents des deux pays » a-t-il précisé. Donc, l'Algérie, à travers cette nouvelle stratégie, veut avoir sa part du marché africain en pleine croissance. Plusieurs mesures et décisions importantes ont été prises dans ce sens, visant notamment au renforcement de la coopération avec les pays du continent et la création de forum d'affaires entre les chefs d'entreprises algériens et leurs homologues africains. Lors de cette visite à Ouganda, il y a lieu la signature d'un accord de partenariat et de coopération entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), et son homologue

ougandaise, pour la création d'un Conseil d'affaires algéro-ougandais. La signature de cet accord s'est déroulée en marge de l'inauguration de la foire des produits algériens à Kampala par M. Houcine Zaoui chargé de la gestion de la Chambre algérienne et la présidente de la Chambre de commerce et de l'industrie ougandaise, Mme Olive Kigongo. Par ailleurs, un Forum économique algéro-ougandais, placé sous le slogan : « profiter des opportunités de la Zlecaf pour renforcer les relations commerciales bilatérales » a été organisé, hier samedi à Kampala, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, du ministre ougandais du Commerce, de l'Industrie et des Coopératives, Francis Mwebesa, de l'Ambassadeur d'Algérie en Ouganda, Cherif Walid et de l'Ambassadeur d'Ouganda en Algérie, Alintuma Nsambu. Un Forum réunissant 51 entreprises algériennes avec leurs homologues ougandaises. Dans son allocution d'ouverture, la Secrétaire générale du ministère du Commerce, de l'Industrie et des Coopératives de l'Ouganda, Géraldine Ssali, a affirmé que « le Président ougandais Yoweri Museveni, invité la communauté d'affaires algérienne à explorer les opportunités d'affaires et

d'investissement en Ouganda » tout en encourageant le partenariat avec les entreprises ougandaises dans divers secteurs. D'autant, a-t-elle révélé que « l'Algérie est tout prête à fournir des vaccins, du matériel agricole, des produits agricoles et des produits destinés à favoriser divers autres secteurs qui contribueront à la croissance des deux économies ». La même responsable a ajouté que « l'Algérie s'engage à faciliter le commerce entre nos deux pays en offrant des routes commerciales directes, y compris des options maritimes et aériennes. Une manière d'éliminer les intermédiaires qui font souvent monter les prix ». Les participants à ce Forum ont lancé un appel pour l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre les deux pays. Une option soutenue par Cherif Walid qui a affirmé que l'Algérie plaide « pour une valeur ajoutée à ses produits afin d'accéder efficacement aux marchés de l'Ouganda ». D'autant, a-t-il indiqué, que les « marchés ougandais et algériens offrent un énorme potentiel à la fois pour vendre des produits fabriqués localement et pour garantir la souveraineté nationale face aux menaces causées par les conflits et les pressions extérieures ».

POSTES FRONTALIERS TERRESTRES ALGÉRO-MAURITANIENS

«Le projet sera réceptionné fin octobre»

Une bonne nouvelle pour les opérateurs économiques Algériens. Les postes frontaliers terrestres algéro-mauritaniens « Chahid Mustapha Benboulaïd » dans la wilaya de Tindouf sera bientôt réceptionnés (fin octobre 2023). C'est ce qu'a révélé, hier samedi, le wali de Tindouf, Mustafa Dahou, après une visite sur le terrain qui l'a conduit avec l'exécutif au Point kilométrique 75 reliant Tindouf à la frontière mauritanienne. « Les travaux du projet des postes frontaliers devraient être achevés à la fin du mois d'octobre prochain, y compris la connexion à tous les réseaux » a indiqué le wali de Tindouf, en faisant savoir que le taux d'avancement des travaux dépassent les 98% en ce qui concerne la partie algérienne, et 97% en ce qui concerne la partie mauritanienne. Aussi, le wali a exhorté les responsables en charge de la réalisation du projet d'achever les travaux à la date convenue avec l'Entreprise nationale des travaux publics. Dans son intervention, le wali a rappelé l'importance accordée par les pouvoirs publics à ce projet stratégique sur lequel s'appuie l'État dans les échanges commerciaux avec les pays de l'Afrique de l'Ouest. Le délai initial de réalisation des deux postes a été réduit de 24 mois à une année. Une enveloppe financière de plus de 34 millions de dinars a été allouée pour la réalisation de ce poste frontalier, selon la fiche technique du projet. Une fois livré, ce projet devra jouer un grand rôle dans le développement et la revitalisation de cette région frontalière, ainsi que des échanges commerciaux et économiques, la dynamisation des conventions bilatérales, notamment en prévision de l'exploitation de la mine de Ghar-Djebilet, en sus du renforcement des relations aussi bien avec la Mauritanie que les pays d'Afrique de l'Ouest. Ce poste frontalier ouvrira de nouvelles perspectives aux opérateurs économiques pour échanger les produits commerciaux et conquérir les marchés extérieurs, notamment africains.

Synthèse S T.

DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

40 milliards de dollars de financements par Afreximbank

La vice-présidente de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), Mme Kanayo Awani a affirmé, jeudi à Alger, que son institution financière avait mis en place un plan d'action incluant 40 milliards de dollars de financement pour développer le commerce et l'investissement en Afrique pendant la période 2022-2026. S'exprimant à la presse en marge de la tournée de promotion de haut niveau en Algérie de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2023), prévue novembre prochain en Egypte, Mme Awani a précisé que la banque Afreximbank a effectué des financements dans le même cadre pendant la période 2017-2021 à hauteur de 20 milliards de dollars. Concernant l'entrée en activité effective de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), la responsable a indiqué que cette démarche "se fera progressivement à travers les initiatives des acteurs

économiques africains". "Les gouvernements africains tentent de réaliser une avancée sur les aspects organisationnels de la ZLECAF, or les initiatives doivent être prises par les acteurs économiques et les sociétés africaines en vue de traiter commercialement et économiquement avec les Africains et non pas les étrangers", a-t-elle dit. La responsable a relevé que la "ZLECAF" fait face à plusieurs "défis à l'origine du ralentissement de son entrée effective en vigueur, à l'instar de la faiblesse de l'intégration financière continentale, du manque d'infrastructures de transport ainsi que de l'absence d'informations et de statistiques économiques", ajoutant qu'"il est grand temps de sensibiliser les acteurs économiques africains à la nécessité d'augmenter les échanges interafricains". "Afreximbank" a lancé plusieurs plateformes et applications visant à collecter l'information économique au niveau africain, qui est à même de fa-

ciliter la communication entre les opérateurs africains et entre les pays du continent, a ajouté la même responsable. Quant à l'initiative de l'Algérie pour réaliser des projets de développement en Afrique à travers l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, à laquelle l'Etat a affecté une enveloppe financière d'un (1) milliard de dollars, Mme Awani a affirmé la disponibilité de sa banque à contribuer à l'augmentation des échanges et des investissements de l'Algérie en Afrique, relevant que la route transsaharienne reliant l'Algérie et la Nigéria facilitera et encouragera les échanges entre pays africains. Pour sa part, l'ambassadeur d'Egypte en Algérie, Mokhtar Warida, s'est félicité, dans son allocution, de la participation de l'Algérie à la 3e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2023), prévue au Caire en novembre prochain, soulignant que les échanges commerciaux entre l'Algérie

et l'Egypte "sont en croissance continue et des efforts communs sont en cours pour accroître les investissements conjoints". Le diplomate a également révélé que son pays œuvrait à ouvrir une ligne maritime reliant les villes d'Alexandrie et d'Annaba et à augmenter le nombre de vols entre les deux pays pour répondre aux besoins des hommes d'affaires et des entreprises. Le ministre des Transports, Youcef Cherfa a présidé, jeudi à Alger, l'ouverture de la tournée de promotion de haut niveau en Algérie de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2023), prévue en novembre prochain en Egypte. La capitale égyptienne accueillera, du 9 au 15 novembre, la troisième édition de l'IATF, avec la participation de plus de 1600 exposants de 75 pays, plus de 35.000 visiteurs attendus, et une valeur de transactions pouvant dépasser 43 milliards de dollars.

R E.

PÉTROLE

Le prix du Brent clôture à 95,31 dollars

Les cours du pétrole ont fini en baisse vendredi, sur un marché toujours marqué par des prises de bénéfices après l'envolée des dernières semaines, mais qui reste ferme et connaît des tensions sur le gazole. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, dont c'était le dernier jour de cotation, s'est effrité de 0,07%, pour clôturer à 95,31 dollars. Le West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance a lui cédé 1,00%, à 90,79 dollars. Ce repli est «lié à des prises de bénéfices», a expliqué Stephen Schork, de Schork Group. «Ceux qui étaient positionnés à la hausse ont voulu monétiser leurs gains et les mettre dans leurs comptes pour le troisième trimestre». Vendredi correspondait, ainsi, à la dernière séance du trimestre, période qui voit souvent des ajustements de portefeuilles, et était aussi la dernière journée de cotation du contrat de novembre pour le Brent. «Les traders ont assez rapidement réalisé que le moment n'était pas venu pour le baril de franchir les 100 dollars», a commenté, dans une note, Edward Moya, d'Oanda. Vendredi, le prix de gros du gazole américain pour livraison à New York a pris 1,58% et le mazout, 1,02%. En trois jours, le diesel a pris plus de 4%. La contraction de l'offre de gazole intervient à une période où la demande tend traditionnellement à repartir, avec les récoltes de maïs et de soja aux Etats-Unis mais aussi à l'approche de l'hiver. «Si on a une vague de froid en octobre ou novembre, cela peut vraiment bousculer le marché», a prévenu Stephen Schork.

R E.

SALON INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES D'ALGER (SIEERA)

Les entreprises algériennes déterminées à relever le défi

Les entreprises algériennes avancent à pas sûrs dans le domaine de l'investissement lié à l'environnement et aux énergies renouvelables, à travers le recyclage et la valorisation des déchets, ainsi que les solutions innovantes visant à exploiter le potentiel que recèle l'Algérie en la matière, ce qui leur a permis de se diriger vers l'exportation et la réalisation des projets dans d'autres pays.

Par R E.

Lors d'une tournée au niveau du Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables d'Alger (SIEERA), organisé du 27 au 29 septembre dernier au Palais des expositions, Pins maritimes (Alger) sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, plusieurs exposants ont présenté leurs capacités à trouver des solutions à même de permettre la préservation de l'environnement et s'adapter à la dynamique internationale dans ce domaine. A ce propos, le groupe «Amimer Energie», spécialisé dans la fabrication d'équipements solaires et électriques, a présenté é ses dernières innovations dans le domaine des vélos électriques et des bornes de recharge. Le responsable du développement au sein du dit groupe, Anis Boukhedami, a affirmé que les vélos électriques seront commercialisés à partir d'octobre prochain, alors que le groupe a également présenté un modèle de quadricycle à assistance électrique "Quad", outre son projet en cours de fabrication d'un "pick-up" électrique tout-terrain. M. Boukhedami a, en outre, fait savoir que le groupe avait établi un partenariat avec une entreprise étrangère pour la production des moteurs électriques en Algérie, et le lancement d'une unité de production de batteries au lithium qui, selon lui, peuvent être réutilisées (après utilisation dans le véhicule) dans le stockage de l'énergie solaire ou hydrogène. Quant à la société Alternate Solar Energy spécialisée dans la fourniture, l'étude et le montage des systèmes photovoltaïques et de l'éclairage public, elle a contribué à la fourniture de plusieurs écoles et bâtisses en systèmes photovoltaïques, selon l'ingénieur technico-commercial, Mohamed Wassim Baba Addou. Parallèlement au travail de la société de production locale de certaines pièces des systèmes photovoltaïques, la société a été en mesure de réaliser des projets en Tanzanie,

selon M. Baba Addou qui fait état de l'existence de contacts en vue de réaliser des projets dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Le Directeur général du groupe "Géant General Services" (GGS), Mohamed Tidjani a révélé que le groupe spécialisé dans le traitement et la mise en valeur des déchets industriels, a procédé tout au long des dix années passées, au traitement d'importantes quantités de déchets spéciaux et de déchets dangereux, notamment les huiles toxiques Askaral, réalisant aussi des opérations d'exportation. Indiquant également que le Groupe a réalisé "un grand projet environnemental" inhérent au traitement de l'amiante toxique et cancérogène dans la wilaya de Jijel, M. Tidjani a relevé l'orientation du groupe à associer les associations activant dans le domaine environnemental au niveau national dans ce projet. Alors que le Groupe œuvre à réaliser une usine avec un partenaire étranger pour traiter et valoriser les déchets industriels dans la wilaya de Ouargla, M. Tidjani a fait part de contacts avec des pays africains pour nouer des partenariats dans le domaine du recyclage des déchets. Concernant le "Groupe TS", spécialisé dans le domaine écologique, il dispose de plusieurs projets spécialisés dans la collecte, le transport et le traitement des déchets industriels, l'exportation de déchets spécifiques et dangereux et le traitement des déchets hospitaliers, ainsi que l'exportation de l'amiante, a fait savoir Sebiat Chams-Eddine, Directeur de projet au Groupe. M. Sebiat a expliqué que le Groupe, outre sa coopération avec nombre d'entreprises dans le domaine du traitement des déchets, œuvre au développement de projets dans le domaine des énergies renouvelables. Pour sa part, le Directeur commercial de l'entreprise "RECYTECH", Mohamed Soualeh, a précisé que l'entreprise était spécialisée dans le recyclage et la valorisation des pneus de véhicules avec une capacité de 10.000 tonnes par an, ce qui lui permet de produire des granulés et des fibres de gazon artificiel et d'au-

tres produits. M. Soualeh a fait savoir que l'entreprise s'attelait à exporter une quantité de microfibres vers la Grande-Bretagne, et espère accroître l'activité de collecte des pneus au niveau national pour développer son activité et protéger l'environnement. L'entreprise "Baghdadi" spécialisée dans la recherche et le développement dans le domaine écologique a inventé des mécanismes (systèmes) d'élimination des déchets ménagers à travers le tri et le recyclage des déchets. Le directeur général de cette dernière, Baghdadi Toufik, a indiqué que de nombreuses communes d'Alger ont fait part de leur accord pour acquérir ces conteneurs en cas de production par son entreprise. Il a également indiqué que parmi les inventions de la société enregistrées auprès de l'Institut national de propriété industrielle (INPI), figurent des conteneurs souterrains inclinés d'une capacité allant jusqu'à 12 m3, soit près de 20 petits conteneurs, avec la mise à disposition d'un réservoir d'eau pour le nettoyage, soulignant qu'un modèle de ces conteneurs est en attente d'approbation par l'entreprise "ALRIM" avec laquelle la société RECYTECH a signé un contrat à cet égard. Selon M. Baghdadi, la société a également développé des solutions pour les collecteurs de plastique et de carton par des petits camions, en leur fournissant un système de compression et d'emballage des déchets collectés, en sus de petites charrettes intelligentes qui facilitent le travail des agents de balayage. Lors de ce salon, la société "R-Tech" a mis en avant ses capacités dans le domaine de la collecte, du recyclage et de la valorisation des cartouches d'impression usagées, où son directeur, Rayane Amine Boudif, a souligné leur capacité à recycler près de 60 tonnes de cartouches d'impression depuis leur entrée en activité en 2012, affirmant que la diffusion de cette culture auprès des sociétés permettra de recycler et de valoriser des quantités plus importantes.

3° DU SALON SIEERA

Dahleb préside la cérémonie de clôture

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a présidé, vendredi à Alger, la cérémonie de clôture de la 3ème édition du Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables d'Alger (SIEERA), organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La cérémonie de clôture du salon, qui a été inauguré mercredi dernier au Palais des Expositions (Pins Maritimes, Alger), s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la Corée du Sud en Algérie, M. You Ki-Jun, dont le pays était l'invité d'honneur du salon, outre des cadres du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables. Dans une allocution prononcée à cette occasion, Mme Dahleb a affirmé que le salon est devenu une «plateforme interactive prometteuse pour tracer les perspectives

d'investissement dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables hors réseau», soulignant que son département ministériel œuvrait à promouvoir ces perspectives à travers l'adoption de l'économie verte et circulaire, et ce, dans le cadre de «la concrétisation des engagements du président de la République pour établir les fondements de la transition énergétique et environnementale en Algérie». Après avoir relevé les atouts dont dispose l'Algérie pour construire une économie verte avec les industries circulaires connexes, considérée comme l'économie du futur et l'un des moyens de réaliser un développement durable, Mme Dahleb a souligné les efforts du ministère pour promouvoir la durabilité en s'appuyant sur la numérisation et le soutien à l'émergence de projets innovants dans les secteurs des énergies renouvelables, des ressources en

eau et de la biotechnologie, ainsi que la lutte contre le changement climatique. Elle a également salué le succès du salon qui a attiré plus de 7.000 visiteurs en trois jours, qui ont pu découvrir les activités de près de 170 exposants locaux et étrangers dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables. Concernant les ateliers organisés lors du salon, qui se sont étalés sur trois jours et qui ont été animés par des experts algériens et étrangers, la ministre a soutenu que chacun des quatre axes a donné lieu à plusieurs conclusions. S'agissant du premier axe relatif aux déchets, ses conclusions ont porté sur l'accélération de l'orientation vers l'économie circulaire en jetant les bases et les mécanismes de la collecte sélective depuis la source, et l'accompagnement et le soutien des startups et des petites entreprises dans les domaines de la collecte, du recyclage et

de la valorisation des déchets en général, et des déchets ménagers en particulier. Il s'agit également de l'adoption de la numérisation et des technologies modernes, et de la mise à jour des lois pour intégrer les principes de l'économie circulaire, notamment la loi 19-01 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets, en déterminant les décrets d'application. Quant au deuxième axe relatif aux énergies renouvelables, ses conclusions ont porté sur la nécessité de mettre en place une base de données auprès d'une entité spécialisée pour unifier les statistiques et les chiffres concernant les énergies renouvelables, ainsi que la valorisation et la promotion de toutes les sources d'énergie renouvelable, à l'instar l'énergie géothermique et la valorisation énergétique des déchets.

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME INTERNE

Le gouvernement déroule sa stratégie

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé, jeudi soir à Alger, que l'Algérie aspirait, grâce à ses immenses atouts touristiques, à bâtir une industrie touristique de premier plan à même de contribuer à la prospérité du pays et au progrès social des citoyens.

Par R E/Agence

Dans une allocution prononcée lors d'un dîner organisé en l'honneur des cadres et opérateurs du secteur, dont des étrangers, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre), M. Didouche a indiqué que cette démarche se concrétisait à travers la création de richesses et d'emplois et le développement des structures et infrastructures contribuant à drainer les touristes et à renforcer l'attractivité des destinations touristiques locales. A cette occasion, placée cette année sous le thème «Tourisme et investissement vert», le ministre a précisé que les indicateurs et les chiffres réalisés par le secteur confirmaient cette dynamique, la capacité d'hébergement hôtelier ayant atteint 1.590 établissements touristiques et hôteliers offrant 146.500 lits. De plus, les 750 projets d'investissement en cours de réalisation peuvent assurer environ 90.000 lits de plus et créer 45.000 emplois directs, a avancé le ministre, pour qui la célébration de la Journée mondiale du tourisme vise essentiellement à mettre en exergue l'importance du tourisme dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et son rôle dans le progrès socio-culturel. Le premier responsable du secteur a insisté sur « la nécessité de développer un écotourisme respectueux de l'environnement ». Cette journée a, par ailleurs, été

marquée par l'ouverture de la 22e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), qui se veut un rendez-vous important réunissant les principaux opérateurs et acteurs du tourisme d'Algérie et de l'étranger, a rappelé le ministre. Après les avoir félicités, M. Didouche a exhorté les opérateurs, professionnels et acteurs du secteur à consentir davantage d'efforts pour promouvoir le tourisme en Algérie en vue de l'ériger en levier économique à même de contribuer à la prospérité socio-économique. Par ailleurs, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé que le tourisme en Algérie « connaît un saut qualitatif » qu'il convient de promouvoir, indiquant que plus de 1,6 million de touristes étrangers avaient visité l'Algérie cette année. Donnant le coup d'envoi de la 22e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), M. Benabderrahmane a affirmé que le tourisme en Algérie, notamment estival, « connaît un saut qualitatif qu'il convient de promouvoir », précisant que « plus de 1,6 million de touristes étrangers ont visité l'Algérie cette année, soit un (1) million de touristes de plus par rapport à 2022 ». « Malgré ce saut qualitatif, nous sommes encore loin d'atteindre les objectifs escomptés », a-t-il reconnu, soulignant que l'Etat « a pris toutes les mesures nécessaires en matière d'investissement pour faciliter l'acte touristique et les circuits touristiques proposés par

le ministère de tutelle (plus de 300) dans différents types de tourisme au profit des touristes et des investisseurs ». Dans ce sillage, il a insisté sur « la nécessité de faire la promotion de ces mesures prises dans le cadre de la destination de l'Algérie nouvelle 2030 », estimant que les atouts touristiques de l'Algérie « ne sont pas encore optimisés ». Evoquant le tourisme intérieur, le Premier ministre a affirmé qu'il s'agissait d'« un défi que nous devons tous relever », insistant sur « le tourisme thermal dans plusieurs régions du pays, dont Guelma, Khenchela et Sétif », qui peut, a-t-il dit, « attirer plus de 12 millions de touristes ». Ce type de tourisme « constitue un des principaux vecteurs de la diversification de l'économie nationale », a-t-il soutenu. Lors de ses échanges avec le responsable d'un établissement touristique national, le Premier mi-

nistre a indiqué que l'Algérie « dispose actuellement de 249 zones d'aménagement touristique », ajoutant que « le gouvernement a approuvé plus de 73 schémas d'aménagement touristique, offrant aux investisseurs plus de 1400 assiettes foncières ». « Il est impératif de relever le défi de la qualité des prestations dans le domaine touristique, un objectif qui commence à se concrétiser, comme en témoigne l'affluence des estivants algériens au niveau des structures et établissements hôteliers touristiques algériens », a-t-il dit. La 22e édition du SITEV, à laquelle participe 250 exposants, dont 30 étrangers, est un des événements touristiques phares organisés en Algérie et c'est l'occasion de faire la promotion de la destination Algérie, d'autant qu'elle coïncide, cette année, avec le début de la saison du tourisme saharien (d'octobre jusqu'à mai).

AIR ALGÉRIE

Des réductions allant jusqu'à 75% à l'occasion du SITEV

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, jeudi dans un communiqué, des réductions allant jusqu'à 75% sur les billets de vols au départ de l'Algérie vers l'international. Air Algérie a décidé de procéder à ces réductions à l'occasion de sa participation à la 22e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), organisé aux Palais des expositions (Pins maritimes, Alger) du 28 septembre au 1er octobre. Ces réductions sont offertes "selon la disponibilité des sièges", souligne Air Algérie dans son communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Faire de l'université algérienne une locomotive du développement économique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a affirmé que l'université poursuivra sa méthodologie d'approche participative en vue de s'ériger en locomotive du développement socio-économique et culturel. Dans un entretien accordé à l'APS, le ministre a indiqué que la rentrée universitaire 2023/2024, à partir du 23 septembre, s'est déroulée dans de bonnes conditions grâce à la conjugaison des efforts de tous les acteurs du secteur, précisant que la mise en œuvre de la méthodologie d'approche participative se poursuivra pour faire de l'université une locomotive de développement par l'accompagnement des étudiants et de leurs projets et en œuvrant à répondre aux besoins de la société. "Cela permettra d'investir dans la matière grise pour déve-

lopper des produits industriels, économiques et culturels, et d'ériger l'Algérie en flambeau du savoir dans la région et dans le monde à travers l'édification d'une université citoyenne à l'écoute des préoccupations de son environnement et en adéquation avec exigences de l'Etat dans le cadre de la politique du gouvernement et des engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Concernant la stratégie du secteur "Diplôme universitaire-Startup/Diplôme universitaire-Brevet d'invention", M. Baddari a indiqué que cette démarche "vient en application du principe selon lequel l'Université a trois missions à savoir l'enseignement, la recherche scientifique et la création de richesses qui se traduit par la création de startup qui génèrent de l'emploi et fait de la recherche scientifique et de l'innovation

deux éléments déterminants de la croissance économique, tandis que ceux qui rencontrent des difficultés peuvent se tourner vers la création de micro-entreprises avec un financement de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entreprenariat (ANADE)". Selon le bilan de l'opération, plus de 8.600 projets ont été enregistrés, dont 2.800 demandes de projets innovants, ont été déposées auprès du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. 295 projets innovants ont été validés à ce jour, et l'opération est en cours jusqu'à la fin de l'année 2023. De plus, 894 demandes de brevet ont été recensées au niveau de l'Institut national algérien de propriété industrielle (INAPI). Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en collaboration

avec le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprise, a institué l'année 2023, "année de l'intelligence artificielle", un défi qui a été relevé avec succès, a soutenu M. Baddari, avec la création du Conseil scientifique de l'intelligence artificielle, composé d'experts et de chercheurs algériens établis à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le ministre de l'Enseignement supérieur a mis en avant les efforts visant à rapprocher les citoyens et la société de l'intelligence artificielle à travers la création de 17 maisons d'intelligence artificielle, révélant que son département compte créer une maison d'intelligence artificielle dans chaque établissement universitaire, afin d'organiser des rencontres, des conférences, des séminaires et des travaux pratiques sur l'intelligence artificielle.

Synthèse S R.

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

129 projets inscrits dans le tourisme à fin août

Le nombre de projets touristiques inscrits, au 31 août dernier, au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a atteint 129 projets d'investissement, d'un coût global dépassant les 63,7 mds DA, a indiqué jeudi un communiqué de l'Agence. L'AAPI a fait état dans son communiqué de 129 projets inscrits, depuis le 1er novembre 2022 au 31 août dernier, dans le secteur du tourisme, d'un coût de 63,7 mds DA, ajoutant que ces projets devront créer 5.724 postes d'emploi directs. Ces projets concernent, pour la plupart, des activités hôtelières au nombre de 63 projets d'un coût de 36 mds DA (48,8%) et devant créer 2.400 postes de travail, selon la même source. Selon les chiffres fournis par l'Agence, il s'agit également des activités de loisirs (22 projets), de réalisation de complexes et villages touristiques (16 projets), de complexes sportifs (10), de plaisance en mer (6 projets), des activités thermales (4), des parcs aquatiques (3) en plus de restaurants et d'agences de voyages.

Le tourisme, estime l'AAPI, est l'un des plus importants secteurs en termes d'attractivité pour les investisseurs, les étrangers notamment, ajoutant que plusieurs dossiers de complexes touristiques étaient "en cours d'examen et de maturation" à son niveau. Ces projets sont à même de contribuer grandement à la relance du tourisme en Algérie, à la création d'une plus-value pour l'économie nationale et à l'augmentation du taux d'emploi, lit-on encore dans le communiqué. L'agence a, également, annoncé plusieurs projets en cours d'exécution lancés dans le cadre de l'ancien code d'investissement, des projets que "l'agence veut accompagner jusqu'à leur entrée en exploitation, en leur accordant de nouveaux avantages pour une année supplémentaire à titre exceptionnel, à conditions que ces derniers s'engagent à accélérer les travaux de réalisation", ajoute la même source. Elle a réaffirmé œuvrer, dans le cadre de sa gestion future de l'immobilier touristique, sa volonté de promouvoir l'investissement dans le secteur du tourisme et de communiquer plus efficacement sur les opportunités que propose l'Algérie sur "l'espace d'informations", en cours d'élaboration au niveau de la plateforme numérique dédiée aux investisseurs.

R E.

TISSEMSILT

Procéder à la concrétisation des projets d'habitat non lancés avant la fin de l'année en cours

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a insisté, mardi, à Tissemsilt, sur le lancement de la concrétisation des projets d'habitat non encore lancés du programme complémentaire de développement, dont a bénéficié la wilaya, avant la fin de l'année en cours.

Le ministre a mis l'accent, lors de la présentation d'un exposé sur la situation du secteur de l'habitat à Tissemsilt dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya, sur l'impérative de lever toutes les contraintes liées aux quotas d'habitat non encore lancés sur un total de plus de 28.000 logements dont a bénéficié la wilaya dans le cadre du programme complémentaire du développement.

En outre, M. Belaribi a sommé les responsables du secteur de l'habitat d'accélérer l'octroi des aides à l'habitat rural accordées par l'Etat qui n'ont pas été consommées et dont le taux de distribution est faible. Par ailleurs, le ministre a indiqué que sa visite dans la wilaya de Tissemsilt est "pour s'enquérir de la situation des projets dont la wilaya a bénéficié dans le cadre du programme complémentaire de développement", soulignant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune veille personnellement sur le démarrage effectif de ces projets sur le terrain. M. Belaribi a entamé sa visite dans la wilaya par la pose de la première pierre de construction de 2.000 logements publics locatifs dans la ville nouvelle de "Boumengouche" au chef-lieu de wilaya, avant d'inaugurer un CEM baptisé au nom du moudjahid Ahmed Reggad à la cité 2.300 logements et d'une école primaire baptisée au nom du chahid Mohamed Moughit dans le quartier "Snawbar" de la ville de Tissemsilt.

Dans la commune de Ammari, il a posé la première pierre d'un projet de 100 logements publics locatifs et a donné le coup d'envoi de travaux d'aménagement à hai Rabah Maagueb. Le ministre a procédé, aussi, au lancement des travaux d'aménagement du

AUTOROUTE EST-OUEST

Réception du tube gauche du tunnel de Djebel Ouahch "au cours du 1er trimestre 2024"

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a déclaré, mardi à Constantine, que le tube gauche du tunnel de Djebel Ouahch (autoroute Est-ouest) sera réceptionné "au cours du 1er trimestre de l'année 2024, tandis que le tube droit, en cours de réhabilitation, devra être livré lors du dernier trimestre de la même année".

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection des projets de son secteur dans la wilaya de Constantine, M. Rakhroukh a souligné que les travaux d'excavation et de mise en place de butées pour stopper le glissement du sol et les fissures, combler les vides et réhabiliter les murs sont achevés, tandis que le reste des travaux, liés, en particulier à la mise en place des réseaux sera achevé "prochainement".

Le traitement de la chaussée, les aménagements extérieurs et la mise en place des signalisations et des dispositifs de sécurité seront également achevés de sorte à permettre l'ouverture, dès le début de l'année prochaine, du tube gauche à la circulation dans les deux sens,

a fait savoir le ministre.

S'agissant du tube droit, il a ajouté que l'opération y afférente, complexe au demeurant, ce qui nécessite une grande minutie dans la conduite des travaux, a connu un retard en raison de plusieurs problèmes, géotechniques et administratifs, en plus du retard des entreprises de réalisation, entraînant l'argilosité du sol et des dommages aux murs, ce qui a nécessité davantage de temps pour le renforcement des murs de béton et des contours.

"Il reste que cette partie du tunnel sera livrée avant l'année 2025", a affirmé M. Rakhroukh.

Il a également rappelé que la majeure partie du tracé de l'autoroute Est-Ouest est terminée et ouverte à la circulation, à l'exception du tunnel de Djebel

Ouahch où un effondrement s'était produit en 2014.

L'opération de réhabilitation a été confiée à une entreprise nationale qui veillera à ce que le tunnel soit ouvert à la circulation dans les délais spécifiés, a souligné le ministre.

M. Rakhroukh avait auparavant inspecté le projet de réalisation d'une trémie sur la route nationale n 3, dans la commune d'El Khroub, où il a fait part de sa satisfaction devant le rythme du chantier et le taux d'avancement de ce projet (84 %) financé à hauteur de 60 millions de dinars et qui devrait être livré "dans les prochaines semaines".

Le ministre a aussi inspecté les travaux de renforcement du viaduc Salah-Bey, au chef-lieu de wilaya, qui a été partiellement affecté, "durant sa construction", par un glisse-

ment de terrain, ce qui avait occasionné un retard pour sa livraison.

M. Rakhroukh a donné des instructions à l'entreprise en charge du projet à l'effet de redoubler d'efforts et de résorber le retard pour livrer le projet "au cours du 1er trimestre de l'année prochaine".

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base s'est également rendu dans la commune de Didouche Mourad où il a inspecté le projet de réalisation d'un axe reliant la route nationale n 3 à la bretelle "Didouche Mourad n 9", qui a atteint un taux d'avancement d'environ 80%.

Il a instruit, sur place, les responsables des deux entreprises en charge du projet de le livrer "avant la fin de l'année en cours".

OUARGLA

Les promoteurs appelés à investir dans la zone industrielle de Hassi-Benabdallah

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique Ali Aoun a appelé mardi depuis Ouargla à encourager les investisseurs à promouvoir les activités industrielles dans la région, notamment dans la zone industrielle de Hassi-Benabdallah vaste de 500 hectares et située à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya.

"Cette zone est disposée à accueillir des promoteurs désirant mettre en forme leurs

projets dans divers créneaux d'activités, notamment l'industrie manufacturière dans le but de promouvoir le tissu industriel local créateur de richesse et d'emplois pour la région", a affirmé le ministre qui s'exprimait en marge de l'inspection de la zone industrielle de Hassi-Benabdallah. Ouargla, a-t-il souligné, "est une wilaya pilote en termes d'opportunités d'investissement à la satisfaction des promoteurs et hommes d'affaires et reste à consolider et pro-

mouvoir l'attractivité d'investissement en substitution aux hydrocarbures pour propulser le développement économique".

Après avoir écouté un exposé succinct sur la situation du secteur de l'industrie, le ministre a mis en avant "la nécessité pour les promoteurs d'adhérer au créneau de l'industrie manufacturière à la lumière des potentialités qu'offre la région et d'en faire, à l'avenir, un pôle industriel par excellence".

Le ministre a convié, à ce titre, les responsables du secteur d'œuvrer à la création d'un climat propice pour la promotion de l'investissement industriel dans la région, à la faveur de l'octroi des facilités aux promoteurs en vue de leur permettre de lancer leurs projets au niveau de la zone de Hassi-Benabdallah fortement aménagé et équipé en voirie et réseaux divers.

Sur site, M. Aoun a procédé à la pose de la première pierre pour l'installation d'un transformateur électrique 60/80 Kilovolts en signe d'accompagnement des promoteurs à monter leurs projets.

Après s'être enquis, à la lumière d'un exposé sur le projet de réalisation d'un complexe hydraulique dans la même région, le ministre a inspecté le projet de réalisation d'une unité d'extraction des huiles médicinales relevant du groupe "Agrodiv", opération jugée prometteuse dans le tissu industriel.

Le ministre a, au terme, de sa tournée dans la région, pris connaissance de la mini-zone d'activités de Hassi-Benabdallah et les lots délimités devant servir d'assiette aux petits projets, tous segments d'activités confondus.

GUELMA

322 établissements scolaires raccordés au réseau Internet

L'unité opérationnelle d'Algérie Télécom de Guelma a recensé au début de la saison scolaire 2023-2024 un total de 322 établissements scolaires dans les trois paliers d'enseignement raccordés au réseau de l'internet et l'opération se poursuit pour toucher d'autres établissements, a-t-on appris lundi de cette unité.

Il s'agit de 193 écoles primaires, 89 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 40 lycées situés à travers les 34 communes de la wilaya qui ont été raccordés au réseau de l'internet, a déclaré à l'APS, la chargée d'information et de communication auprès de cette unité Soulef Bouchemla. Cela représente, a ajouté la même responsable, un taux de raccordement au réseau de l'internet dans le secteur de l'éducation de près de 75% du total les établissements scolaires qui ont ouvert leurs portes pour accueillir les élèves durant la nouvelle saison scolaire. Elle a ajouté que la réalisation des projets en cours pour le développement du réseau du téléphone fixe et de l'internet à travers la wilaya

notamment dans les régions enclavées et isolées contribuera à l'augmentation du nombre des établissements scolaires bénéficiant du réseau de l'internet, soulignant qu'Algérie télécom œuvre à répondre à toutes les demandes déposées par les établissements scolaires pour le raccordement au réseau de téléphone et de l'internet. Selon la même responsable, l'unité opérationnelle d'Algérie Télécom est consciente de l'importance capitale que revêt le raccordement au réseau de l'internet pour tous les établissements scolaires des trois paliers d'enseignement, notamment dans le cadre de la numérisation de toutes les procédures administratives et pédagogiques dans le secteur de l'éducation.

La cartographie des établissements scolaires dans les trois paliers scolaires à Guelma est composée de 446 établissements (308 écoles primaires, 93 CEM et 45 lycées), selon les informations recueillies auprès de la direction locale de l'éducation.

Le grand réveil de la production automobile en Russie

Suite et fin

J'avais publié, fin décembre 2022, une note sur la restructuration de l'industrie automobile russe face aux sanctions et au retrait (volontaire ou contraint) des grands constructeurs européens et américains.

par Jacques Sapis

Un point important du salon COMTRAN S-2023 a été de souligner que l'industrie biélorusse des camions entend bien profiter de l'expansion du marché russe des utilitaires. Ainsi, la société biélorusse MAZ a également présenté ses nouveautés comme le nouveau camion-benne MAZ-65262L, un bus touristique MAZ-350, ainsi qu'un camion tracteur MAZ-541SA5 avec une nouvelle cabine, une boîte de vitesses robotisée à 12 vitesses, capable de transporter un train routier pesant 44 tonnes. MAZ produit également toutes ces nouveautés avec une utilisation minimale de composants étrangers et s'orientent aussi vers une substitution aux importations. Globalement, ce que l'on a pu constater lors de COMTRANS-2023 est un effort soutenu des constructeurs russes et biélorusses pour réduire à la part la plus faible possible, les composants importés de « pays inamicaux ». Cela se traduit par un renouveau de la production russe et biélorusse de composants, un renouveau qui est spectaculaire et qui montre que les capacités industrielles existaient en Russie et en Biélorussie, mais aussi – et les constructeurs sont ici plus discrets – par le remplacement de composants allemands ou américains par des composants chinois.

L'expansion de GAZ

L'usine automobile de Gorki, ou GAZ, continue de jouer le premier rôle sur le marché russe des véhicules utilitaires légers (VUL). Mais la firme cherche aussi à se développer vers les camions de tonnage moyen. Selon les estimations d'Autostat, au cours des six premiers mois de cette année, GAZ occupe une part – impressionnante – de 61 % du marché des véhicules utilitaires légers (dont 17 % appartiennent à une autre entreprise russe, UAZ). Avec Lada (4 %), les acteurs russes détiennent donc 82 % de ce marché. Les experts estiment que cela est dû en grande partie au fait que jusqu'à présent, les constructeurs chinois n'ont pas accordé l'attention voulue au segment des véhicules utilitaires légers en Russie et n'y mènent pas d'attaques marketing actives. Avec le temps, cette situation devrait changer, mais pour l'instant, profitant du répit, les entreprises russes renforcent les défenses du marché. GAZ a démontré qu'elle était prête à répondre aux demandes des consommateurs en élargissant la famille de véhicules Sobol NN de nouvelle génération, dont la production a commencé à l'automne dernier. Pour les conditions routières difficiles, la version à traction intégrale du Sobol NN 4x4 a été présentée au salon COMTRANS-2023. Dans le même temps, GAZ n'entend pas se contenter de dominer seul le segment des véhicules utilitaires légers et a déjà commencé à se développer activement vers la production de camions moyens voire lourds sous la marque Valdaï. La gamme de modèles présentée au salon se compose de quatre machines d'une capacité de charge de 7,5 à 33 tonnes. Et une véritable sensation a été créée par le nouveau camion tracteur « Valdaï 45 », destiné au transport longue distance, capable de tirer une charge pesant jusqu'à 45 tonnes dans le cadre d'un



train routier.

Les camions de la marque Valdaï seront produits à Nijni Novgorod ; les solutions et composants de la société chinoise Foton sont largement utilisés dans leur conception. Mais parallèlement, les spécialistes de Nijni Novgorod ont déjà réalisé de nombreux travaux d'ingénierie pour affiner et adapter les pièces du partenaire chinois aux conditions russes. La conception des véhicules de type Valdaï utilise déjà largement des cadres, des éléments de moteur et d'autres solutions technologiques russes. GAZ a l'intention d'investir 2,3 milliards de roubles uniquement dans la production de véhicules Valdaï de grande capacité, le volume de production prévu est de 10 000 véhicules par an. L'exemple de la firme GAZ est ici intéressant car cette entreprise a toujours tenté de se situer entre le segment des véhicules pour particuliers et celui des utilitaires légers. Elle avait basculé vers le segment des utilitaires après son agglomération en 2005 avec d'autres entreprises dans le « GAZ-Group » et la holding OAO-GAZ, telles que les bus PAZ (Usine automobile de Pavlovo), les bus KAVZ (Usine automobile de Kourgan), mais aussi YaMZ ou Usine de moteurs de Yaroslavl qui se spécialise non seulement dans les moteurs diesels mais aussi dans les autres équipements comme les transmissions. Le succès actuel de GAZ pourrait bien donner des idées à d'autres constructeurs dans le cadre d'une possible consolidation d'une industrie en pleine renaissance.

La question de la consolidation d'une industrie en pleine renaissance

L'industrie automobile et des véhicules utilitaires russe est en pleine renaissance, comme le montrent les récentes données de ROSSTAT (graphique 3). Mais, cette renaissance n'est pas exempte de problèmes. La pression concurrentielle exercée sur les industriels russes par les industriels chinois, si elle a pu être initialement bénéfique, devra aussi appeler rapidement des réponses importantes, si le Russie entend conserver une industrie à part entière. Pour les entreprises chinoises, le départ du

marché russe des constructeurs occidentaux a constitué une formidable opportunité historique, opportunité qu'elles ne comptent pas laisser passer. Ce marché était important ; il était solvable, que ce soit en ce qui concerne les voitures pour particuliers ou les véhicules utilitaires. Il était, globalement, un marché en expansion. C'est ce qu'avaient compris des entreprises comme Renault ou VW-Audi ou BMW, et dans le domaine des utilitaires – Volvo, MAN, IVECO et autres, du moins jusqu'en février 2022.

Lors du salon COMTRANS-2023, les firmes chinoises Sitrak, Foton, Dayun et d'autres ont présenté des stands très riches en équipements et en véhicules. Aujourd'hui, les constructeurs de camions chinois préfèrent exporter leurs produits vers la Fédération de Russie sans y ouvrir d'installations de production. Les Chinois tentent de prouver qu'en termes de rapport qualité-prix, de fiabilité, de performances et d'autres caractéristiques clés, de nombreux modèles d'équipements chinois sont supérieurs aux modèles russes. Mais le maillon faible des fabricants chinois est et reste sans aucun doute le service après-vente, la maintenance et la fourniture de pièces de rechange. En dépit du fait que les réseaux de concessionnaires de camions chinois se développent rapidement dans toute la Russie, les constructeurs automobiles chinois n'ont pas eu le temps de fournir à leurs clients un service après-vente en temps opportun, ont admis les participants au salon. C'est ce qu'a reconnu M. Maxim Spitsin, directeur exécutif du bureau de représentation en Russie du constructeur chinois de camions Sinoway Group, lors d'une table ronde au salon. Selon lui, l'attente pour les livraisons de certaines pièces de rechange pour camions de Chine (par exemple, pare-brise) vers la Russie peut désormais atteindre deux mois, ce qui entraîne de lourdes pertes pour les propriétaires de véhicules chinois. De ce point de vue, les constructeurs russes ont un avantage évident. Les fabricants russes présents à l'exposition ont appelé à un rassemblement pour rivaliser avec les constructions chinoises, ainsi que pour résoudre les problèmes de substi-

tution des importations et de localisation face aux sanctions. Dans l'idéal, il faudrait que se développe autour des grandes entreprises (KamAZ, AZ-URAL, GAZ), un essaim de sous-traitants nationaux dans l'équivalent de véritables districts industriels assurant ainsi un développement stable aux industriels russes.

Outre les appels traditionnels au gouvernement en faveur de mesures protectionnistes tel le programme préférentiel de leasing mis en place par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, les idées d'alliances industrielles et de développement de mesures de consolidation des producteurs ont été beaucoup discutées lors de l'exposition. « La domination continue des Chinois sur le marché russe est dangereuse pour notre industrie automobile », a déclaré lors de la table ronde Dmitri Chakhovsky, directeur adjoint du marketing de l'usine automobile MAZ. « Nous devons de toute urgence développer nos compétences et consolider nos efforts, par exemple dans la production de composants automobiles technologiquement complexes. Par exemple, la possibilité de développer conjointement une transmission automatique pour camions est actuellement discutée avec la participation d'associations de constructeurs automobiles russes ».

De l'ensemble des documents et des informations issues du salon COMTRANS-2023, on découvre une industrie en pleine renaissance, mais qui est confrontée, aussi, aux problèmes issus de cette renaissance. La très forte demande pour des véhicules utilitaires, la demande soutenue pour les véhicules pour particuliers, qui a hissé la Russie au rang de 3ème marché européen, font que pour l'instant l'euphorie domine au sein de l'industrie. Mais, la question de l'organisation industrielle se pose belle et bien. Elle ne pourra être résolue que par une combinaison d'initiatives des entreprises et de la puissance publique. Les approches fondées sur les incitations (primes, programme préférentiel de leasing, aides à l'investissement) ne suffiront pas. Une véritable politique industrielle sectorielle s'imposera si l'on veut que cette question de l'organisation industrielle soit résolue.

BERD

Le Tourisme de Qatar révèle les activités de la plage Sealine "Le Forum des aventures"

Le Tourisme de Qatar a annoncé l'ajout du "Forum des aventures", à la plage Sealine, à la programmation des festivités automobiles qui se dérouleront à travers le pays lors du Salon International de l'Automobile de Genève (GIMS) Qatar 2023 qui devrait commencer au début du mois d'octobre prochain au Centre des Expositions et des Congrès de Doha (DECC). Le forum sera une destination pour les amateurs de l'aventure qui souhaitent relever les défis de la conduite sur les terrains les plus difficiles et hors route, car le centre Sealine pour les aventures est situé à l'intérieur d'un complexe entouré de dunes. Il sera disponible pendant 7 jours, du 7 au 13 octobre. Il constitue un prolongement du Salon International de l'Automobile de Genève. L'exposition en plein air présentera de nouvelles voitures, en plus de voitures célèbres et qui sont équipées pour traverser les terrains les plus difficiles. Cheikha Hessa Al Thani, Responsable du marketing et de la planification chez le Tourisme de Qatar a déclaré: "Nous sommes ravis d'intégrer le forum au Salon International de l'Automobile de Genève au Qatar 2023. Cette expérience est une extension naturelle de l'exposition, et elle offrira aux visiteurs l'opportunité de s'immerger dans l'atmosphère de la beauté naturelle, qui se manifeste dans le désert de Qatar tout en poursuivant des aventures et des spectacles de conduite au milieu des terrains les plus difficiles et hors route". Le forum est l'un des espaces événementiels qui se tiendra pendant l'exposition qui aura lieu du 5 au 14 octobre. Durant cette période, le Qatar se transformera en un merveilleux festival d'automobile, grâce aux expériences qui couvriront les destinations touristiques les plus importantes du pays, y compris le Boulevard de Lusail, le Musée National de Qatar et le Circuit International de Lusail.

BERD

Aucune croissance au Liban

La Banque BERD

Aucune croissance au Liban

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a révélé, dans un rapport sur la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région Samed – Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie), publié le 27 septembre, que le Liban ne connaîtra aucune croissance économique cette année, c'est-à-dire que le PIB va stagner à cause de "l'absence d'action politique et le blocage des réformes". La BERD évoque "l'incertitude d'un programme soutenu par le FMI sans l'application des réformes, ce qui ex-

TUNISIE

Closing financier atteint pour une centrale solaire de 120 MW

En juillet 2023, AMEA Power a signé un accord de développement conjoint avec Powerchina pour codévelopper des projets d'énergie renouvelable en Tunisie.

Le développeur de projets d'énergies renouvelables basé à Dubaï, AMEA Power a annoncé le 26 septembre avoir atteint le closing financier de son projet photovoltaïque solaire de 120 MW en Tunisie. Ce projet de 86 millions de dollars, une fois mis en service, sera le premier actif opérationnel de la société dans le pays. « Nous sommes ravis d'avoir bouclé le financement de cette centrale solaire de

120 MW en Tunisie, notre premier projet dans le pays. Il s'agit d'une étape importante pour AMEA Power et pour la Tunisie, car il s'agit du plus grand projet solaire entièrement développé dans le pays à ce jour », a déclaré le président d'AMEA Power, Husain Al Nowais. La centrale solaire qui a bénéficié d'un financement de la SFI et de la Banque africaine de développement (BAD), est mise en œuvre par Kairouan Solar Plant, une so-

ciété de projet enregistrée en Tunisie et entièrement détenue par AMEA Power. Elle sera située à Metbassta, dans le gouvernorat de Kairouan. Il s'agit là d'un pas pour la Tunisie vers l'adoption des énergies renouvelables, dans un pays qui a pris du retard par rapport à ses voisins et qui dépend toujours très largement des importations d'énergies fossiles pour assurer son approvisionnement électrique.

EGYPTE

L'italien Intesa Sanpaolo Group négocie le rachat des parts de l'Etat dans Bank of Alexandria

La vente des parts de l'Etat dans Bank of Alexandria s'inscrit dans le cadre du programme de cession des participations de l'Etat dans 35 entreprises publiques, dévoilé par le gouvernement égyptien en février dernier. Le groupe bancaire italien Intesa Sanpaolo a entamé des négociations avec le gouvernement égyptien pour acquérir le solde de capital de 20% qu'il ne détient pas encore dans Bank of Alexandria (Alex-Bank), a rapporté le site d'infor-

mation Egypt Today, le 24 septembre, citant un dirigeant de la banque italienne. « Nous avons entamé des discussions préliminaires avec le gouvernement égyptien sur un éventuel rachat des parts qu'on ne détient pas dans le capital d'Alexbank », a déclaré Marco Rottigni, chef de la division des filiales bancaires internationales d'Intesa Sanpaolo. La vente des parts de l'Etat dans Bank of Alexandria s'inscrit dans le cadre du programme de cession des participations de

l'Etat dans 35 entreprises publiques, dévoilé par le gouvernement égyptien en février dernier, pour mobiliser des ressources budgétaires et relancer une économie mise à mal par une succession de chocs externes. Le désengagement progressif de l'Etat du secteur productif figure également dans le programme de réformes économiques soumis par le gouvernement égyptien au Fonds monétaire international (FMI), en contrepartie d'un prêt de 3 milliards de dollars sur 46 mois,

approuvé par l'institution financière multilatérale en décembre 2022. En 2006, l'Etat égyptien avait déjà cédé 80 % d'AlexBank à Sanpaolo IMI pour 1,6 milliard de dollars. L'année suivante, Sanpaolo IMI a fusionné avec Banca Intesa pour créer ce qui est aujourd'hui le plus grand groupe bancaire italien, Intesa Sanpaolo. Fondée en 1957, Alex-Bank dispose d'un réseau de 179 agences et sert une clientèle de 1,6 million de personnes, selon des données figurant sur son site Web.

POUR TIRER PARTI DU MARCHÉ MONDIAL DU GNL

Saudi Aramco entre au capital de MidOcean Energy

Le géant de l'énergie Saudi Arabian Oil Co. est sur le point d'entrer sur le marché mondial du gaz naturel liquéfié grâce à un nouvel accord. La principale entreprise d'énergie et de produits chimiques a accepté d'acquérir une participation minoritaire stratégique dans MidOcean Energy pour 500 millions de dollars (1 dollar = 0,95 euro), selon un communiqué. Selon le président Upstream d'Aramco, Nasir al-Naïmi, cette décision est bien conforme à l'objectif de l'entreprise de devenir un acteur majeur du GNL. « Il existe des possibilités considérables sur ce marché, qui est adapté à une croissance structurelle à long terme », déclare M. Al-Naïmi. Il ajoute: « L'entreprise MidO-

cean Energy est bien équipée pour capitaliser sur la demande croissante de GNL et ce partenariat stratégique reflète notre volonté de travailler avec les principaux acteurs internationaux pour débloquer de nouvelles possibilités au niveau mondial. » MidOcean Energy est une société de GNL créée et gérée par EIG, le principal investisseur américain dans le secteur de l'énergie et des infrastructures. L'accord consolide les liens entre Aramco et EIG, qui faisait partie d'un consortium qui a acquis une participation de 49% dans Aramco Oil Pipelines Co., filiale d'Aramco, en 2021. « Nous sommes heureux de renforcer notre partenariat stratégique avec EIG grâce à cette acquisition, qui marque

le premier investissement international d'Aramco dans le GNL », affirme le PDG d'Aramco, Amin Nasser, dans le communiqué. Il ajoute: « Nous prévoyons une forte croissance de la demande de GNL, au moment où le monde poursuit son parcours de transition énergétique – le gaz étant un carburant vital et une matière première essentielle dans diverses industries. » M. Nasser explique à quel point le gaz est indispensable pour répondre au besoin croissant d'une énergie sûre, accessible et plus durable. « La transition énergétique éclaire chaque décision d'investissement que nous prenons et nous pensons que le GNL a un rôle clé à jouer pour permettre une transition ordonnée qui équilibre les

deux objectifs de la société, à savoir la décarbonisation et la sécurité énergétique », soutient Blair Thomas, PDG d'EIG. La finalisation de la transaction est soumise aux conditions de clôture, qui comprennent les approbations réglementaires. De plus, Aramco peut également choisir d'augmenter sa participation et ses droits associés dans MidOcean Energy à l'avenir. « Nous sommes fermement convaincus que le GNL est un catalyseur essentiel de la transition énergétique mondiale et pensons que l'industrie mondiale du GNL dispose d'atouts solides pour de nombreuses décennies à venir », déclare De la Rey Venter, PDG de MidOcean Energy.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les transactions en cryptomonnaies ont atteint 117,1 milliards \$ entre juillet 2022 et juin 2023

Malgré la faible part de l'Afrique subsaharienne dans les transactions en cryptomonnaies recensées à l'échelle planétaire, certains pays de la région sont bien classés dans l'indice mondial d'adoption de ces monnaies numériques qui sont de plus en plus utilisées comme un bouclier contre l'inflation.

Les transactions en cryptomonnaies ont atteint 117,1 milliards de dollars en Afrique subsaharienne entre juillet 2022 et juin 2023, selon une étude publiée le 19 septembre par Chainalysis, une société spécialisée dans l'analyse de données relatives à la blockchain. Ce montant ne représente cependant que 2,3% des transactions en cryptomonnaies recensées à l'échelle mondiale. Bien qu'elle demeure la plus petite « cryptoéconomie » de toutes les régions du monde, l'Afrique subsaharienne abrite des marchés parmi les plus développés à l'échelle planétaire. Quasiment absentes dans certains pays de la région, les cryptomonnaies sont devenues « une part importante de la vie quotidienne de beaucoup

d'habitants dans plusieurs autres pays », souligne Chainalysis. Ainsi, le Nigeria est passé du 11e au 2e rang dans l'indice mondial d'adoption des cryptomonnaies. Le pays le plus peuplé d'Afrique n'est devancé que par l'Inde. Trois autres pays d'Afrique subsaharienne sont également bien classés dans cet indice : le Kenya (21e), le Ghana (29e) et l'Afrique du Sud (31e). L'étude révèle, d'autre part, que le paysage crypto d'Afrique subsaharienne se caractérise par un marché de détail prédominant et une utilisation massive des plateformes centralisées qui accaparent plus de 50% du volume des transactions. La part du Bitcoin dans les transactions réalisées en Afrique subsaharienne s'élève à 9,3%, soit un taux plus élevé que ceux enre-

gistrés dans toutes les autres régions du monde. Chainalysis explique cette prédominance de la reine des cryptomonnaies par le fait que les utilisateurs africains « se tournent vers ce qu'on appelle l'or digital pour trouver une autre réserve de valeur » dans un contexte d'envolée de l'inflation. « De nombreux pays de la région sont aux prises avec une inflation élevée et une dette croissante, ce qui fait des cryptomonnaies un moyen attrayant de stocker de la valeur, de préserver son épargne et d'atteindre une plus grande liberté financière. Au Ghana, par exemple, l'inflation a atteint 29,8 % en juin 2022, après 13 mois consécutifs d'augmentation », souligne la société.

MINERAIS CRITIQUES

L'UE signera des accords avec la RDC et la Zambie pour développer des industries locales

Dans la course à la maîtrise des minerais critiques pour la transition énergétique, les pays européens sont très en retard par rapport à la Chine qui domine le marché et se positionne sur l'ensemble de la chaîne de valeur. L'Union européenne (UE) signera prochainement des accords de partenariat axés sur le développement de chaînes de valeur locales de minerais critiques avec la RD Congo et la Zambie pour réduire sa forte dépendance vis-à-vis de la Chine, a rapporté Bloomberg, mercredi 27 septembre, citant des sources proches du dossier. Ces accords devraient être signés lors d'un forum sur le programme « Global Gateway », qui se tiendra à Bruxelles les 25 et 26 octobre, ont précisé ces sources. Lancé début 2022 par l'UE, le programme « Global Gateway »

est un plan d'aide au développement qui prévoit notamment des investissements de 150 milliards d'euros (158 milliards \$) en Afrique sur six ans pour contribuer notamment au développement des infrastructures dans les domaines de la numérisation, de l'énergie et du transport. Les accords prévoient un « soutien de l'UE au développement d'une industrie locale » dans le domaine de la transformation et de la valorisation des minerais critiques extraits en RD Congo et en Zambie, dont la majeure partie est actuellement raffinée en Chine. « Les discussions entre l'UE et la RD Congo à ce sujet font suite à une visite effectuée en mars dernier à Kinshasa par le président français Emmanuel Macron et le commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton », a confirmé André Wameso, le chef de cabi-

net adjoint du président congolais Félix Tshisekedi. « L'UE souhaite un partenariat axé sur les minerais stratégiques, ce que la RDC a accepté », a déclaré M. Wameso à Bloomberg. En décembre 2022, le secrétaire d'État américain Antony Blinken avait déjà signé un protocole d'accord avec la RD Congo et la Zambie portant sur le soutien des États-Unis à leur mégaprojet commun relatif au développement d'une zone franche dédiée à la fabrication des batteries de véhicules électriques en se basant sur les minerais critiques que les deux pays produisent en grandes quantités comme le cobalt, le lithium et le cuivre. La bataille autour de l'accès des minerais critiques est l'un des nouveaux pans de la guerre commerciale qui oppose l'Occident à la Chine. Les entreprises chinoises sont

bien positionnées sur l'ensemble de la chaîne de valeur de ces minerais nécessaires pour les batteries électriques, les panneaux photovoltaïques, les puces électroniques ou encore les éoliennes. Outre l'exploitation de mines dans les principaux pays producteurs en Afrique et ailleurs, Pékin concentre aujourd'hui, tous minerais confondus, deux tiers des capacités de raffinage. Elle raffine ainsi 90% du manganèse, 76% du cobalt, 65% du lithium, 58% de l'aluminium, 90% des éléments des terres rares ou encore 40% du cuivre à l'échelle mondiale, selon une note d'analyse publiée récemment par la Société américaine de géologie (Geological Society of America, GSA).

AFRIQUE DU SUD

Forte hausse des investissements directs étrangers au 2e trimestre 2023, à 2,8 milliards \$

La hausse des IDE enregistrés au second trimestre de l'année en cours découle notamment de l'acquisition du fabricant sud-africain de spiritueux Distell par le géant néerlandais de la bière Heineken, pour 2,3 milliards de dollars. L'Afrique du Sud a enregistré des flux d'investissements directs étrangers (IDE) de 53,8 milliards de rands (2,8 milliards de dollars) au deuxième trimestre 2023, contre 0,5 milliard de rands au trimestre précédent, selon des données publiées ce jeudi 28 septembre par la Banque centrale. L'institution a précisé que cette hausse découle notamment de l'ac-

quisition d'une société de boissons par une entreprise non résidente, en référence au rachat du fabricant sud-africain de spiritueux Distell par le géant néerlandais de la bière Heineken. Cette transaction, dont le montant s'élève à 2,2 milliards d'euros (2,3 milliards de dollars), a été finalisée en avril dernier. La South African Reserve Bank a révélé d'autre part que les sorties d'investissements de portefeuille sont tombées à 4,6 milliards de rands au deuxième trimestre de l'année en cours, contre 32 milliards au trimestre précédent.

NIGERIA

Afreximbank propose à des négociants de pétrole de participer à un prêt syndiqué de 3 milliards \$ à la NNPC

As que plusieurs banques ayant manifesté leur intérêt pour l'opération en août dernier ont tourné casaque, Afreximbank propose aux maisons de négoce un remboursement sous forme de cargaisons physiques de pétrole. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a proposé à des négociants de pétrole de participer à un prêt syndiqué de 3 milliards de dollars au profit de la compagnie pétrolière publique nigériane, après le retrait de plusieurs banques qui devaient prendre part à l'opération, a rapporté Reuters, ce mercredi 27 septembre, citant des sources proches du dossier. Afreximbank a contacté des groupes spécialisés dans le négoce du pétrole au cours des dernières semaines pour leur demander s'ils étaient intéressés par le financement de ce prêt garanti par le brut extrait par la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), ont précisé ces sources, tout en indiquant que l'institution financière panafricaine travaille actuellement à l'élaboration des conditions qu'elle proposera aux maisons de négoce. « Il y a beaucoup d'intérêt, mais les traders ont besoin de voir les conditions », a déclaré à Reuters l'une de ces sources qui ont préféré garder l'anonymat. Les négociants qui devraient apporter des liquidités seraient remboursés sous forme de cargaisons physiques de pétrole. Annoncé en août dernier par Afreximbank, le décaissement du prêt à la NNPC a été retardé par le repli de plusieurs banques et investisseurs contactés initialement, en raison de la détérioration des finances publiques du Nigeria. Outre le financement des opérations de la NNPC, ce prêt syndiqué a, en parallèle, une visée monétaire puisqu'il devrait aider le gouvernement nigérian à stabiliser la monnaie locale qui ne cesse de se déprécier par rapport aux devises fortes.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses occidentales attentistes pour finir un mois mouvementé

Les Bourses occidentales ont fini la semaine au petit trot, vendredi, encore convalescentes après un mois de septembre qui leur a réservé beaucoup de mauvaises surprises, Wall Street gardant l'oeil sur une possible paralysie partielle de l'Etat fédéral américain.

Paris a terminé en hausse de 0,26%, Francfort de 0,41%, Milan de 0,28% et Londres a fini quasi stable (+0,08%).**Dimanche 01 Octobre 2023** Les places boursières européennes avaient montré plus d'entrain en milieu de séance après la publication d'un net ralentissement de l'inflation en zone euro, à 4,3% en septembre sur un an, son plus bas niveau en deux ans, après 5,2% en août. Le chiffre est meilleur qu'attendu par les analystes. Après une ouverture dans le vert, Wall Street a terminé sur une note contrastée. Le Dow Jones a perdu 0,47%, l'indice Nasdaq est monté de 0,14% et l'indice élargi S&P 500 a baissé de 0,27%. Aux Etats-Unis, l'inflation s'est accélérée à 3,5% en août, selon l'indice PCE, mesure privilégiée par la Réserve fédérale (Fed) américaine, mais, hors prix de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation dit sous-jacente a ralenti, à 3,9% sur un an (contre 4,3% en juillet). Ces chiffres sont conformes ou légèrement inférieurs aux prévisions des analystes, ce qui rassure les marchés. Les opérateurs ont aussi relevé que la consommation corrigée de l'inflation était en hausse de 0,1% sur un mois, alors que les économistes la voyaient stable. Ces chiffres d'inflation publiés ven-

dredi "viennent confirmer que la tendance désinflationniste est présente en Europe et aux Etats-Unis", commente Charlotte de Montpellier, économiste d'ING."La probabilité d'avoir des hausses de taux supplémentaires a baissé", ajoute-t-elle. Mais après un démarrage positif, les indices ont piétiné. "Il n'y avait pas beaucoup de gens prêts à acheter à la veille du week-end", a observé Steve Sosnick, d'Interactive Brokers, pour qui l'approche de la fin du mois de septembre, qui aura été très agité et défavorable aux actions, a joué également. Le week-end pourrait voir l'impasse budgétaire au Congrès américain déboucher sur un "shutdown", qui entraînerait une paralysie partielle des services de l'Etat fédéral, faute de financement. Cette perspective "n'a pas été un élément majeur pour les actions, mais cela n'a pas aidé", selon Steve Sosnick.

Nike performant Nike a sprinté (+6,68%) après avoir fait état d'un bénéfice net trimestriel nettement supérieur aux attentes, même si son chiffre d'affaires est ressorti légèrement en-deçà des anticipations. Le directeur général, John Donahoe, s'est dit confiant dans la demande pour la fin de l'année, notamment en Chine. Tout le secteur des biens et équipe-

ments sportifs en a profité: à Francfort, Adidas a gagné 6,22% et Puma 5,76%. JD Sports a progressé de 4,80% à Londres.

L'automobile à l'arrêt Le syndicat UAW (United Auto Workers) a appelé 7.000 membres supplémentaires à cesser le travail, sur des sites de Ford (-1,11%) et General Motors (-0,57%) aux Etats-Unis. Ces employés vont rejoindre les rangs des quelque 18.600 salariés déjà en grève chez Ford, GM et Stellantis (-0,73%). Le constructeur automobile allemand Volkswagen (+0,17%) a annoncé qu'il ferait fabriquer sa future berline électrique "Trinity" dans son usine est-allemande de Zwickau, renonçant à son projet initial de construire un site dédié près de son siège à Wolfsburg.

Du côté du pétrole et des devises Les cours du pétrole ont fini en baisse vendredi, sur un marché toujours marqué par des prises de bénéfices après l'envolée des dernières semaines, mais qui reste ferme et connaît des tensions sur le gazole. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, dont c'était le dernier jour de cotation, s'est effrité de 0,07%, pour clôturer à 95,31 dollars. Le West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance a lui cédé 1,00%, à 90,79 dollars. Le dollar reculait légèrement face à l'euro (-0,07%), à 1,0573 dollar pour un euro, les investisseurs encaissant des prises de bénéfices après l'ascension du billet vert ces dernières semaines.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Septembre 2023					
Valeur : 29 Septembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.2684	137.2834
1	EUR	EURO		145.3672	145.4380
1	GBP	POUND STERLING		166.7903	166.8693
100	JPY	JAPANESE YEN		92.0832	92.1241
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7915	18.7944
1	CHF	SWISS FRANC		149.8727	149.9546
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.5224	101.5410
1	DKK	DANISH KRONE		19.4613	19.4648
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4643	12.4684
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7036	12.7088
1	AED	UAE DIRHAM		37.3662	37.3804
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.5912	36.5991
1	KWD	KUWAITI DINAR		443.6600	444.1391
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0535	43.4862
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3695	13.3709
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.0060	28.1497
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6104	3.6108
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.2949	180.2949

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en ordre dispersé

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé vendredi, dans une atmosphère de retenue en cette fin de mois agité, à la veille d'un week-end qui pourrait déboucher sur une paralysie partielle de l'Etat fédéral américain. Le Dow Jones a perdu 0,47%, l'indice Nasdaq est monté de 0,14% et l'indice élargi S&P 500 a baissé de 0,27%. La place new-yorkaise avait ouvert dans le vert, encouragée par une nouvelle détente des taux obligataires, ainsi que par les chiffres du rapport PCE sur les prix à la consommation en août, indicateur de référence pour la banque centrale américaine (Fed). Si l'indice brut a légèrement accéléré, à 3,5% sur un an contre 3,4% en juillet, l'inflation hors énergie et alimentation s'est elle affichée à 3,9% sur un an, contre 4,3% en juillet. C'est la première fois depuis septembre 2021 que l'indice de base (hors énergie et alimentation) se situe en deçà de 4%. "Cela conforte notre prévision selon laquelle la Fed (banque centrale américaine) va laisser ses taux inchangés jusqu'à la fin de l'année, alors même qu'une majorité de ses membres anticipent un nouveau relèvement", a commenté Michael Peace, d'Oxford Economics. Mais après un démarrage positif, les indices ont piétiné. "Il n'y avait pas beaucoup de gens prêts à acheter à la veille du week-end", a observé Steve Sosnick, d'Interactive Brokers, pour qui l'approche de la fin du mois de septembre, qui aura été très agité et défavorable aux actions, a joué également. Le week-end pourrait voir l'impasse budgétaire au Congrès déboucher sur un "shutdown", qui entraînerait une paralysie partielle des services de l'Etat fédéral, faute de financement. Un nouveau texte soumis par le président républicain de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, a été rejeté vendredi, rendant plus

probable que jamais la mise au chômage technique de nombre de fonctionnaires, dès lundi. La perspective de ce "shutdown" "n'a pas été un élément majeur pour les actions, mais cela n'a pas aidé", selon Steve Sosnick. Après avoir reflué, les taux obligataires se sont ainsi de nouveau tendu. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait à 4,57%, au même niveau que la veille en clôture, après être retombé à 4,50%. Wall Street a aussi noté l'extension de la grève chez les trois grands constructeurs automobiles américains historiques, Ford (-1,11%), General Motors (-0,57%) et Stellantis (-0,73%). Quelque 25.600 employés ont désormais cessé le travail, deux semaines après le début du conflit social. A la cote, le Dow Jones a été lesté par JPMorgan Chase (-1,74%), ainsi que par les valeurs du secteur de la santé, notamment l'assureur UnitedHealth (-1,16%) ou le laboratoire Merck (-1,29%).

PARIS

Léger rebond après les chiffres d'inflation

La Bourse de Paris (+0,26%) termine le 3ème trimestre sur une note finale positive mais le rebond du CAC40 reste 'friable': l'indice phare a reperdu plus de la moitié de ses gains depuis l'ouverture de Wall-Street et retombe vers 7.135 contre 7.203 vers 15h40. Grâce au rebond de jeudi et vendredi, le CAC termine la semaine sur un score de parité mais accuse un repli de -2,2% sur l'ensemble du mois de septembre et de -3% depuis le 30 juin. Le bilan trimestriel s'avère plus négatif encore sur les indices US

avec -3% sur le S&P500 et le Nasdaq, -4,5% le Russell 2000. Le trimestre ne s'achèvera plus au plus bas grâce au rebond de 0,6% du S&P500 vers 4.330 (contre 4.240 mercredi) et de +1% du Nasdaq vers 13.340 (contre 12.960 au plus bas mercredi matin). Les indices dans leur ensemble n'ont absolument pas tressailli dans un sens ou dans l'autre avec la publication des dépenses/revenus des ménages et du très attendu indice 'PCE' aux Etats Unis. Cette statistique se solde par un

'non-événement' : les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 0,4% le mois dernier par rapport au précédent aux Etats-Unis, d'après le Département du Commerce, une progression assez conforme aux attentes, pour des revenus en croissance eux aussi de 0,4%. Mais surtout, l'indice d'inflation des prix 'PCE' s'est établi à 3,5% en rythme annuel pour août. Le 'PCE Core' (excluant les produits alimentaires et l'énergie) recule de 4,3% à 3,9% d'un mois sur l'autre. Inflation toujours avec les pre-

miers chiffres des prix à la consommation en zone Euro pour le mois de septembre. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 4,3% en septembre 2023, en baisse sensible par rapport à 5,2% en août, selon une estimation rapide publiée ce matin par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. L'inflation en Europe n'a cessé de se replier au cours des dix derniers mois: après avoir atteint un pic à 10,6% en octobre 2022, elle n'était que de 5,2% au mois d'août.

L'INFLATION AU PLUS BAS DEPUIS DEUX ANS DANS LA ZONE EURO

Christine Lagarde a-t-elle gagné son combat ?

L'inflation a chuté à 4,3% sur un an en zone euro, soit un plus bas depuis octobre 2021. Une bonne nouvelle qui pourrait laisser espérer une fin de la hausse des taux de la Banque centrale européenne, voire un abaissement de ces derniers prochainement. Pour autant, ce scénario reste encore bien fragile. Explications.

Christine Lagarde aurait-elle vaincu l'inflation ? C'est ce que pourrait laisser penser l'indice des prix à la consommation qui a chuté à 4,3% en septembre sur un an en zone euro, d'après les chiffres d'Eurostat publiés ce vendredi 29 septembre. Ce chiffre est notable puisqu'il est bien meilleur que celui d'août (5,2%), et bien éloigné du sommet de 10,6% atteint en octobre 2022, au cœur de la crise énergétique. Mieux encore, il s'agit d'un plus bas depuis octobre 2021. De quoi voir le signe d'un effet positif du resserrement monétaire opéré par la Banque centrale européenne (BCE) depuis juillet 2022. Pour tenter d'atteindre son objectif d'une inflation revenue à 2%, l'institution monétaire a, pour la dixième fois consécutive, relevé ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage, les portant dans

une fourchette de 4% à 4,75%. C'est leur plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique en 1999.

Impact sur la croissance

D'ici à la fin de l'année, « l'inflation devrait continuer à baisser » jusqu'à « environ 3,5% » grâce à la poursuite du ralentissement des hausses de prix dans l'alimentation, l'industrie et les services, avance, ainsi, Jack Allen-Reynolds, expert de Capital Economics.

« Nous commençons à voir les effets de la hausse des taux de la Banque centrale européenne et une activité économique qui ralentit », confirme de son côté Alexandre Baradez, responsable des analyses de marché chez IG France, interrogé par La Tribune.

Car au-delà d'avoir un effet sur l'accélération des prix, le resserrement monétaire de

la BCE a également des effets sur la croissance de la zone euro (les vingt pays à avoir adopté la monnaie unique) qui a crain, pendant plusieurs mois, une récession. Le 11 septembre dernier, la Commission européenne a d'ailleurs réduit de 0,3 point ses prévisions de croissance économique en 2023 et 2024, à respectivement 0,8% et 1,3%.

En outre, monter encore davantage les taux pour juguler l'inflation pourrait avoir des conséquences très négatives sur l'activité économique de la zone euro. En effet, les taux directeurs influencent directement le coût de l'endettement des ménages, entreprises et Etats européens. Selon les chiffres de la Banque de France, la production de crédit immobilier en France a ainsi chuté de 40% sur un an en juillet.

ROYAUME-UNI

Le Gouvernement veut mettre fin à la « répression contre les automobilistes » et aux mesures « anti-voiture »

Dix jours après avoir annoncé le report de cinq ans de la fin des ventes de voitures à moteur thermique, le gouvernement britannique conservateur a affiché vendredi sa volonté de « soutenir les automobilistes » en mettant fin aux « mesures anti-voiture » au moment où certaines localités dirigées par l'opposition imposent des mesures plus restrictives au nom de la sécurité ou de l'environnement.

Comme Emmanuel Macron, le Premier ministre britannique conservateur Rishi Sunak « adore la bagnole ». Et les automobilistes aussi. Surtout à un an des élections législatives, quand les sondages donnent les conservateurs, largement battus par les travaillistes et que leur victoire surprise cet été dans une élection locale de l'ouest de Londres est attribuée à la défiance des électeurs face à l'extension d'une taxe sur les véhicules polluants par le maire travailliste Sadiq Khan.

Et justement, au moment où certaines localités dirigées par l'opposition imposent des mesures plus restrictives au nom de la sécurité ou de

l'environnement, Rishi Sunak, qui vient à peine d'annoncer de ralentir le rythme de la transition écologique en reportant, notamment, la fin des ventes de voitures thermiques de 2030 à 2035, a décidé de « soutenir les automobilistes » en mettant fin aux « mesures anti-voiture ».

« La répression contre les automobilistes est une attaque contre la vie quotidienne de la plupart des gens au Royaume-Uni qui dépendent de la voiture pour se rendre au travail ou voir leur famille », a expliqué le Premier ministre dans un communiqué.

« Cette semaine, le gouvernement britannique présentera un plan à long terme pour soutenir les conducteurs, mettant fin ainsi aux mesures anti-automobile dans toute l'Angleterre », a-t-il ajouté, à deux jours avant le début du congrès annuel du parti conservateur.

Parmi les mesures dévoilées vendredi, Downing Street veut « revoir les règles » permettant aux communes de limiter la vitesse à 20 miles par heure (mph) soit environ 30 km/h, en Angleterre afin « d'empêcher leur utilisation généralisée dans les zones où cela n'est pas approprié ».

Le chef du gouvernement souhaite aussi « empêcher les conseils locaux de déployer le principe de "la ville du quart d'heure" », qui prône le modèle d'une ville où les services essentiels sont accessibles à moins de 15 minutes à pied ou à vélo, afin de réduire les modes de transport polluants. Un modèle par ailleurs critiqué dans d'autres pays, en France notamment.

Ces annonces sont faites au moment où le gouvernement gallois, dirigé par le Premier ministre Mark Drakeford, travailliste, a abaissé de 30 mph à 20 mph (environ 30 km/h) la vitesse de circulation maximale dans certaines zones résidentielles, une décision dénoncée par les conservateurs. Et depuis fin août, une taxe sur les véhicules les plus polluants a été étendue à tout le Grand Londres à l'initiative du maire de la capitale, le travailliste Sadiq Khan, afin de lutter contre la pollution de l'air. Cette décision a été perçue comme ayant causé la défaite du candidat travailliste face à son adversaire conservateur lors d'une élection partielle cet été dans une circonscription de l'ouest de Londres.

ÉTATS-UNIS

L'inflation s'est accélérée en août, à 3,5% sur un an, selon l'indice PCE

L'inflation s'est accélérée en août aux États-Unis, à 3,5% sur un an, tirée par la hausse des prix de l'essence à la pompe, selon l'indice PCE publié vendredi par le département du Commerce, qui est la mesure privilégiée par la Fed. Sur un mois seulement, la hausse des prix est de 0,4%, comme attendu, contre 0,2% en juillet. Mais hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation dit sous-jacente ralentit, à 3,9% sur un an contre 4,3% en juillet.

Les Etats-Unis premiers fournisseurs de gaz de la France en 2022, la Russie à 15%

Les Etats-Unis sont devenus le premier fournisseur de gaz de la France en 2022, année du début de la guerre en Ukraine, devant la Norvège et la Russie où la France s'est fournie à hauteur de 15%, selon le "Chiffres clés de l'énergie 2023" publié jeudi. Dans le contexte de très forte hausse des prix et de tensions sur l'approvisionnement liées à l'invasion russe, les Etats-Unis se sont aussi imposés comme la première source d'importation de pétrole brut pour la France, alors qu'ils étaient au 9e rang en 2018, la Russie reculant du 6e au 10e rang, précise le document publié annuellement par le ministère de la Transition énergétique. Cette synthèse compile les grands chiffres permettant de comprendre le secteur et les dépendances de la France. Elle rappelle que "la France importe désormais la quasi-totalité des énergies fossiles qu'elle

consomme". Les quantités de pétrole brut importées des Etats-Unis ont augmenté de 37% à 6,2 mégatonnes équivalent pétrole en 2022, devant le Kazakhstan (5,7 Mtep), le Nigeria (4,2), l'Algérie (3,7) tandis que les achats directs à la Russie ont diminué de 30% à 2,2 Mtep, indique le document. L'approvisionnement en gaz a, lui, été "profondément modifié par les répercussions de la guerre en Ukraine", détaille un graphique ventilant, pays par pays, les 640 TWh PCS de gaz importés par la France en 2022. Si les importations françaises de gaz naturel ont "nettement" augmenté en 2022, c'est "en raison de la forte croissance des importations de gaz naturel liquéfié (GNL), dont une partie est destinée à d'autres pays après regazéification", observe le document. En 2022, les Etats-Unis deviennent ainsi "le premier fournisseur de la

France (25% des entrées brutes), devant la Norvège (22% du total des entrées brutes), la Russie (15%), l'Algérie (8%), le Qatar (4%), les Pays-Bas (3%) et le Nigeria (2%)". L'année 2022 a été marquée par une "diversification des approvisionnements" avec des achats auprès d'autres pays qui se sont "fortement" développés, parallèlement à des achats sur les marchés (17%) où l'origine du gaz ne peut pas être retracée. Pour Moez Ajmi, responsable énergie chez EY, interrogé récemment par l'AFP, la question est de savoir ce que feront les Etats-Unis après les élections de 2024, car l'approvisionnement massif de l'Europe "a créé une hausse des prix du gaz aux Etats-Unis" et "si par exemple demain, Donald Trump est réélu, ça m'étonnerait qu'il continue", dit-il. "Aujourd'hui, la moitié à peu près de l'approvisionnement en GNL (en Europe), c'est un GNL américain, du gaz de

schiste", observe-t-il. Au total, la facture énergétique 2022 de la France a presque triplé (multipliée par 2,6, et même par 3,4 pour le seul gaz) et "a atteint un niveau record". Une addition salée liée à l'envolée des cours du pétrole et du gaz, mais aussi d'un déficit de production d'électricité nucléaire inédit. La facture énergétique a pesé "à hauteur de 116,3 milliards d'euros dans le déficit commercial de la France", souligne le document qui précise : "la facture gazière s'alourdit nettement passant de 13,9 milliards d'euros en 2021 à 46,7 milliards d'euros en 2022" tandis que "la facture pétrolière et en biocarburants augmentée de 79% en 2022". Dès lors, l'indépendance énergétique de la France est retombée à 50%, malgré une tendance de la consommation d'énergie à "légèrement décroître depuis plusieurs années, hors crise sanitaire".

TESLA Faut-il attendre le restylage de la Model Y ?

Faut-il choisir une Model 3 ou une Model Y ? Les futurs clients de Tesla font face à un dilemme alors que l'arrivée d'un restylage sur la berline compacte fait oublier la meilleure habitabilité de sa grande soeur. La guerre des prix n'aide pas : attendre le restylage de la Model Y s'avère risqué.

Choisir une voiture électrique est un véritable casse-tête, et ce n'est pas uniquement entre les marques que l'on peut hésiter. Chez Tesla, les futurs clients font aussi face à un dilemme au moment de trancher entre une Model 3 restylée et une Model Y. La première s'est actualisée 1er septembre dernier alors que l'autre fêtera bientôt son quatrième anniversaire.

Au courant de l'année 2024, la Model Y sera elle aussi remise aux goûts du jour. Mais en attendant, beaucoup se demandent s'il n'est pas risqué de devoir l'attendre.

Le risque étant de voir la tendance des prix bas chez Tesla se retourner. En pleine guerre des prix, il n'a jamais été aussi propice à faire des économies qu'aujourd'hui chez le constructeur américain. Les Model 3 et Model Y sont relativement pas chers comparés à ce que nous avons pu trouver les années précédentes. Les prix de la Model 3 sont plus accessibles, alors qu'au moment de la sortie de la Model Y, ce fut l'inverse.

En même temps, les prix restent très proches. Une Model Y ne coûte que 3 000 euros de plus en version Propulsion et 2 000 euros de plus en version Grande Autonomie. Soit 42 990 euros pour la Model 3 et 45 990 euros pour la Model Y en Propulsion, ou à 50 990 euros pour la Model 3 et 52 990 euros pour la Model Y en Grande Autonomie.

Les versions Propulsion des Model Y et de la Model 3 peuvent accéder au bonus écologique, sans faire de jaloux. Mais là encore attendre pour choisir la Model Y s'avère risquer alors que le bonus écologique pourrait disparaître l'année prochaine. Dès le 15 décembre prochain, la politique d'attribution de l'aide de l'État évoluera. En partie de production chinoise pour le marché français, les Model 3 et Model Y Propulsion n'entreraient plus dans les critères du bonus qui demandera à ce que les voitures électriques soient assemblées en Europe.

VOITURE ÉLECTRIQUE

On découvre le calcul du bonus écologique 2024

Le nouveau bonus écologique 2024 vient de révéler sa formule mathématiques et ses modalités. Les constructeurs sont invités à soumettre leurs dossiers le mois prochains pour pouvoir espérer que leurs clients puissent se faire octroyer l'aide à l'achat de 5 000 euros.

Tous les détails du nouveau bonus écologique viennent d'être révélés par le Gouvernement le 19 septembre, en amont de la publication de la nouvelle liste des voitures électriques concernées le 15 décembre prochain. L'aide à l'achat de 5 000 euros de l'État, gonflée à 7 000 euros pour les ménages les plus modestes, prendra bien en compte des critères environnementaux dans la production, l'assemblage et le transport des voitures. De quoi créer un raz-de-marée du côté des productions chinoises. Les nouvelles règles seront en application le 1er janvier prochain.

Le détail du nouveau « score environnemental »

Pour le bonus écologique 2024, les modalités des voitures électriques « de faibles émissions », ne se concentreront plus uniquement sur leur prix (en dessous de 47 000 euros) ou de leur poids (en dessous de 2,4 tonnes). Un arrêté venant



compléter le décret du 19 septembre dévoile le détail du nouveau calcul du score environnemental, et notamment le détail de l'évaluation de l'impact carbone. On retrouve 6 mesures concernant la production, l'assemblage et le transport dans la formule suivante :

« Le score environnemental est fixé par la version d'une variante d'un type de véhicule. Il est composé pour au moins 70 % de sa valeur, de l'empreinte carbone de la version considérée, sur les étapes du cycle de vie d'un véhicule précédant son utilisation sur la route », peut-on lire dans le Journal officiel du 19 septembre dernier. EC(AM) étant la variable de

l'impact carbone des autres métaux utilisés dans la production (or batterie, or aluminium et métaux ferreux). EC(ATI) concerne pour sa part l'impact carbone de l'énergie nécessaire aux transformations intermédiaires et à l'assemblage. Si certains modèles dépassent les plafonds, alors leur score sera réduit à 0 et les marques ne pourront pas faire bénéficier leurs clients du bonus. Sont notamment menacées Dacia avec la Spring, MG avec la MG4 ou encore Tesla avec certains de ses exemplaires de Model 3 et Model Y en version Propulsion. Leur principal problème étant leur lieu de production en Chine, qui de part l'impact carbone du transport, les disqualifient

de la liste des modèles prétendants au bonus écologique.

Bonus écologique : les lieux de production qui posent problème

Dans l'arrêté du 19 septembre dernier, l'État a ajouté plusieurs annexes pour dévoiler les notes carbone de référence en fonction des lieux de production. De quoi voir à quel point certains pays sont plus touchés que d'autres. Par exemple sur l'impact carbone de la production d'aluminium, les véhicules de production chinoise recevront une valeur de 20 kg de CO2 par kg, quand elle ne sera que de 8,6 kg en Europe et 8,5 kg en Amérique du Nord.

Nous l'avons vu pourtant, la mesure n'est pas que protectionniste en anti-Chine car des pays parfois moins éloignés de l'Europe seront concernés. Les plus touchés avec la Chine sont la Corée du Sud, le Maroc et le Mexique.

LA VOITURE ÉLECTRIQUE DE XIAOMI SUR LE POINT D'ÊTRE DÉVOILÉE ?

Comme les Xiaomi 14 ?



Xiaomi serait sur le point de présenter ses Xiaomi 14 et sa MS11. Le premier est un smartphone, le second une voiture électrique ! Mi Car, Xiaomi Car quel sera le nom final de l'actuel projet MS11 chez Xiaomi ? Le suspens pourrait bientôt prendre fin. Et même très rapidement... C'est le site CarNewsChina, déjà à l'origine de quelques fuites concernant le nouveau venu sur le marché de l'automobile qui dévoile l'information. Le média, visiblement très bien informé, affirme que Xiaomi serait à quelques semaines de dévoiler son premier vé-

hicule électrique. L'annonce pourrait avoir lieu début novembre en même temps que l'officialisation des Xiaomi 14.

Le fabricant de smartphones et autres trottinettes en serait, dans tous les cas, à la toute fin du processus qui aboutira au lancement de sa première voiture. Toujours selon le même média, Xiaomi produirait actuellement quelque 50 prototypes par semaine. Ceux-ci serviraient pour les derniers tests avant la mise sur le marché, mais aussi afin d'obtenir les diverses homologations nécessaires pour la commercialisation.

Selon une autre source de CarNewsChina, la dernière vague de prototypes, celle qui doit recevoir l'aval du Ministère de l'Industrie, de l'Information et de la Technologie (MIIT) serait sur le point d'être lancée. L'autorisation finale pourrait être délivrée à Xiaomi dans un délai maximum de deux mois.

Un nouveau concurrent pour la Model 3

À quelques jours du lancement probable, les rumeurs concernant la fiche technique de la voiture n'ont pas évolué. Et les clichés des prototypes camouflés, confirment ce que l'on savait déjà. À savoir que la MS11 sera une berline électrique Coupé, qui affichera des proportions proches d'une Tesla Model 3. Selon les fuites les plus récentes, le premier véhicule électrique de Xiaomi vise très haut en matière d'autonomie puisqu'il pourrait embarquer une batterie de 101 kWh. En conséquence son autonomie dépasserait les 700 km. Basé sur une architecture 800V, la MS11 sera aussi capable de vitesses de recharge très élevées. Enfin, le média chinois confirme que Xiaomi est toujours en plein processus de recrutement. Celui-ci concerne du personnel d'usine, très spécialisé. Environ 100 personnes auraient déjà rejoint les rangs du fabricant ces derniers jours. Xiaomi se montrerait d'ailleurs très exigeant sur les critères pour travailler sur le projet MS11. Ainsi, des personnes ayant travaillé pour Mercedes ou Tesla auparavant se seraient vu recalées à l'embauche en raison précisément de leur CV. Il s'agirait de la dernière vague de recrutements pour Xiaomi avant les embauches, bien plus massives, de personnel dédié à la production du véhicule.

IA

ChatGPT peut désormais aller chercher des données directement sur internet et recueillir des informations actualisées en temps réel

Un pas de géant. Jusqu'ici, les réponses de ChatGPT à des demandes en langage courant étaient fondées sur une vaste base de données qui remontaient, pour les plus récentes, à août 2021. Un pas de géant pour ChatGPT. Jusqu'ici, ses réponses à des demandes en langage courant étaient fondées sur une vaste base de données qui remontaient, pour les plus récentes, à août 2021.

Cela limitait ainsi la pertinence et l'exhaustivité des éléments proposés par le robot conversationnel qui fait tant parler de lui depuis son lancement, en novembre. OpenAI avait déjà lancé cette formule pour des abonnés payants à ChatGPT en juin, mais l'avait suspendue après que des utilisateurs sont parvenus à accéder gratuitement à des contenus théoriquement payants sur internet.

Un modèle qui peut être source d'erreurs
« Browse with Bing », le produit lancé mercredi, est réservé, là aussi, aux abonnés payants (services Plus et Enterprise), mais OpenAI indique qu'il sera bientôt accessible à tous les utilisateurs de ChatGPT. Partenaire d'OpenAI, Microsoft proposait déjà Bing Chat, une intégration de GPT-4, le modèle de langage qui a servi à l'élaboration de ChatGPT, à son moteur de recherche sur internet, de même que Google avec son robot conversationnel Bard. Le modèle en architecture ouverte, qui permet au logiciel d'accéder à des contenus de sources différentes, sur internet, présente davantage de risques que le recours exclusif à une base de données unique, contrôlée par l'éditeur du programme. Même si ChatGPT fournira les sources utilisées pour sa réponse, il est davantage susceptible de restituer des contenus erronés.

Le groupe Meta fourbit ses armes
De son côté, Mark Zuckerberg, le patron du groupe Meta, a présenté mercredi « Meta



AI » son chatbot généraliste, ainsi que « Becca, maman dévouée à son toutou » et « Max, sous-chef expérimenté », deux des 28 personnages virtuels créés pour interagir avec les utilisateurs. Ils auront leurs propres profils sur Facebook et Instagram, devraient être dotés de voix d'ici l'année prochaine, et certains sont incarnés par des célébrités, comme Paris Hilton ou la star de YouTube MrBeast. Les nouveaux chatbots de Meta « font leurs débuts. Ils sont encore très limités », a reconnu Mark Zuckerberg, précisant qu'ils n'ont pour l'instant pas accès à internet en temps réel, contrairement à « Meta AI ». Meta avance prudemment dans le déploie-

ment de l'IA générative car ces nouveaux systèmes suscitent de nombreuses inquiétudes, en termes de désinformation ou de confidentialité des données.

Mistral AI dévoile son premier programme d'IA générative
Le monde de l'IA est également en ébullition en France. La prometteuse startup française Mistral AI, fondée en juin par trois chercheurs passés par Google et Meta, a en effet dévoilé mercredi son premier programme d'intelligence artificielle générative, réutilisable librement et conçu pour rivaliser avec certains concurrents américains malgré sa taille réduite.

SELON CAPCOM

Les prix des jeux vont continuer à augmenter

Beaucoup de joueurs y réfléchissent à deux fois avant d'investir 60 € dans un jeu. Et pourtant, l'industrie cherche à augmenter les prix des titres pour refléter des coûts de développement qui explosent. En fixant le prix du nouvel épisode de la saga Zelda à 69,99 €, Nintendo a provoqué un (petit) scandale. Tears of the Kingdom coûte en effet 10 € plus cher qu'une nouveauté « classique », un prix largement compensé par l'énorme durée de vie du jeu. L'éditeur a expliqué qu'il allait continuer à établir les prix en fonction des jeux. La flambée des étiquettes n'a pas eu d'impact sur le succès de ce nouveau volet des aventures de Link : plus de 18 millions de copies ont été ven-

dues durant le trimestre du lancement.

Récession ou pas, les prix des jeux sont en hausse

Il n'y a toutefois là pas de quoi rassurer les joueurs. Nintendo ne faisait qu'emboîter le pas à d'autres : God of War Ragnarök (Sony) ou Gotham Knights (Warner Bros) ont eux aussi été vendus plus chers à leur lancement. Microsoft a tenté un chemin de traverse en vendant un accès anticipé à Starfield, via les précommandes de l'édition Premium facturée 109,99 €. L'industrie du jeu vidéo cherche manifestement à relever les prix des productions AAA. Il faut dire que les coûts ont flambé ces dernières années. À l'occasion du procès

ayant opposé la FTC à Microsoft dans le dossier de l'acquisition d'Activision, on a ainsi appris que Sony avait englouti 220 millions de dollars dans le développement de la partie 2 de The Last of Us ! Ces budgets dignes des blockbusters hollywoodiens se justifient par le temps nécessaire pour concevoir ce que les éditeurs qualifient volontiers d'« expériences » : il a fallu cinq ans pour le hit PS5 Horizon Forbidden West. De longues périodes de développement qui occupent parfois des centaines de spécialistes. « Les coûts de développement sont environ 100 fois plus élevés que durant la période Famicom [la NES de Nintendo], mais le prix des jeux n'ont pas augmenté de la même ma-

nière », a déploré Haruhiro Tsujimoto, le président de Capcom, dans une interview à Nikkei. « Il y a également un besoin d'augmenter les salaires. Compte tenu du fait que les salaires augmentent dans l'industrie dans son ensemble, je pense que l'augmentation des prix est une option saine pour l'entreprise ». Et le patron de l'éditeur de Street Fighter 6 et des innombrables itérations de Resident Evil ne veut pas entendre parler des difficultés économiques actuelles : « Le fait qu'il y ait une récession ne signifie pas que vous allez arrêter d'aller au cinéma ou au concert de votre artiste préféré. Les jeux de haute qualité continueront à se vendre », affirme le dirigeant.

IA

Faut-il laisser son smartphone charger toute la nuit ?

On entend souvent dire que laisser son portable branché sur secteur, quand il a atteint 100 % de charge, abîme la batterie. Qu'en est-il vraiment ?

La plupart d'entre nous rechargent son portable la nuit. Alors qu'une recharge complète nécessite quelques heures au plus, le téléphone reste ainsi souvent branché pendant huit heures ou plus ! Or, les smartphones sont équipés d'une batterie lithium-ion, qui a l'avantage de se recharger rapidement, mais s'abîme lorsqu'elle subit une tension trop élevée. De plus, une surcharge peut échauffer la batterie et dans certains cas provoquer son inflammation, comme on l'a vu avec les Galaxy Note 7 qui prenaient feu.

Pour éviter ce phénomène, la plupart des fabricants ont toutefois doté les téléphones de systèmes qui stoppent automatiquement le courant lorsque la charge est pleine. Le problème, c'est que même lorsqu'on ne l'utilise pas, le téléphone subit une faible décharge. Dès que la batterie retombe sous un certain niveau, il va de nouveau réenclencher la charge jusqu'à atteindre 100 %, et ainsi de suite plusieurs fois dans la nuit. Autant de « mini charges » qui usent la batterie prématurément et surchauffent le téléphone.

Le chargeur seul consomme aussi de l'électricité

De plus, le téléphone n'est pas le seul à consommer de l'énergie. Lorsque la batterie est chargée à 100 % et que le chargeur reste branché, ce dernier continue d'absorber de l'électricité. Selon le Berkeley Lab, un chargeur représente ainsi une puissance moyenne de 3,68 watts lors de la charge et 2,24 watts quand il reste branché sur secteur alors que la batterie est pleine. Un inutile gaspillage d'énergie. Pour augmenter la durée de vie de la batterie, il est recommandé de toujours garder une charge entre 30 % et 80 %, c'est-à-dire de ne pas attendre qu'elle tombe complètement à plat ni de la charger au maximum.

Mots fléchés

Jeu de mots		Mois du poisson		Partisan		Marque le jour		Vent de Provence		Anonyme connu		Petit recueil	
Échange de paroles		Dans la gamme		Couvre pieds		Lettres pieuses		Équerre					
												Coaxial	
Adver-saires de Lee										État d'Europe	Sous sol		
Aimanté											Aguiche		
						Prise en main		Disciple de Paul					Îles de Méditer-ranée
Mauvaise odeur								Partie d'icône					
À toi								Virtuel					
								Chien de chasse					
			Chaussures		Grimpette								
					Exception								
Pilote		Limite						Rayon					
		Abandonner						Plaider					
										Prêtre italien			
Coupelle										Docteur en bref		En surpoids	
Abdomen				Filets						Création			
						Auxili-aire					Problème		
						Larve de mouche					Vaut de l'argent		
Souverain				Folle						Début de liste			Stagnantes
				Langue univer-selle						Brasse			
Héritaires								Godillot					
Mot pour une fin								Répétitif					
						Titane du chimiste					Sélénium en symbole		
											Ville de fouilles		
Département	Consci-ence							Avens					
	Atmosphère							Combat la toux					
			Fleuve d'Asie		Arrêter							Troisième niveau	
Point de maïs		Oma											
		Naturel											
						Chasseur de Daudet							
Arrivât	Fruit du pin												
	Affaires étrangères												Passage protégé
						Polytech-niciens					Saint de Bigorre		
Succède au franc						Hérisson des caves							
								Poissons d'ornement					

Chine: le FMI prévoit un taux de croissance de 5% en 2023

Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré qu'il maintenait ses prévisions selon lesquelles la Chine atteindrait son objectif de croissance d'environ 5% en 2023. "En ce qui concerne la Chine, ce que nous avons vu récemment est un ralentissement de l'économie depuis le premier trimestre. Cependant, les données très récentes ont été un peu plus équilibrées, avec quelques signes de stabilisation", a déclaré jeudi Julie Kozack, porte-parole du FMI, lors d'un point de presse. Des projections détaillées seront fournies dans le rapport sur les "Perspectives de l'économie mondiale", dont la publication est prévue lors de l'assemblée annuelle 2023 de la Banque mondiale et du FMI prévue du 9 au 15 octobre.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 1er octobre 2023 http://www.lesenjeuxeco.dz



RAPPORT

L'Afrique compte désormais 65 «scale-ups»

Le rapport souligne que les start-ups qui accèdent au statut de scale-ups disposent généralement d'un bon réseau d'affaires international et de fondateurs qui ont déjà réussi. L'Afrique compte 65 scale-ups, des start-ups ayant changé d'échelle au cours de leur processus de croissance pour atteindre une valorisation supérieure ou égale à 50 millions de dollars, selon un rapport publié le 21 septembre par le cabinet de conseil et de recherche spécialisé Startup Genome. Intitulé « The ScaleUp Report : Discover what leads startups to successfully scale », le rapport précise que le terme scale-ups désigne entreprises innovantes déjà sortie du statut de jeune pousse mais qui, pour certaines, n'ont pas encore accédé au club très fermé des licornes (start-ups valorisées à un milliard de dollars ou plus). En règle générale, les start-ups n'accèdent au rang de scale-up qu'après avoir confirmé leur modèle d'entreprise et opéré une transformation rapide à plusieurs niveaux : taux de croissance très élevés, importantes levées de fonds, large base clients, internationalisation, recrutements de talents, développement de nouveaux partenariats commerciaux, techniques ou financiers...

LIBYE/INONDATIONS

344 corps sans vie retirés par les équipes de la Protection civile algérienne à Derna

Les équipes de la Protection civile algérienne ont repêché, jeudi, un (1) nouveau corps sans vie sur les côtes de la ville libyenne de Derna, portant à 344 le nombre total de corps sans vie retirés depuis le début de leur mission de solidarité, suite aux inondations dévastatrices qui ont récemment frappé ce pays, a indiqué un communiqué de ces services. Selon la même source, les équipes algériennes "poursuivent leur travail en coordination avec les autorités libyennes et les équipes de sauvetage des autres pays, à travers une réunion quotidienne de coordination et d'évaluation du plan d'intervention".

ALGÉRIE-ITALIE

Signature d'un accord d'extradition de criminels

L'Algérie et l'Italie ont procédé, avant-hier vendredi, à la signature d'un accord d'extradition de criminels entre les deux pays, a annoncé le ministère de la justice. L'accord a été signé entre le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, et son homologue italien, Carlo Nordio.

« Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, et son homologue italien, Carlo Nordio, ont procédé, vendredi à Palerme (Italie), à la signature et l'échange de messages concernant l'accord d'extradition de criminels entre les deux pays », a indiqué le communiqué du ministère.

La signature a eu lieu en marge de la participation de Tabi à la conférence internationale célébrant le 20e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, dont les travaux ont débuté, ce vendredi, à Palerme, précise la même source.

Dans son allocution prononcée à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, le ministre de la Justice a rappelé que l'Algérie avait œuvré à «l'amélioration de des capacités nationales et au renforcement des organes chargés de l'application de la loi dans le cadre de la lutte contre le crime organisé en adaptant le système juridique de manière à répondre aux exigences nationales et honorer les engagements internationaux».

Sur le plan institutionnel, le ministre de la Justice a mis en avant les réalisations de l'Algérie en la matière, rappelant la création en 2020 d'un département national pour la lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational au niveau du tribunal d'Alger, outre un service central de police pour la lutte contre le crime organisé en 2021, l'objectif étant «le renforcement des dispositifs sécuritaires et la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes».

Au regard de la loi algérienne, «commettre plusieurs crimes à l'instar de la traite des êtres humains ou le trafic d'organes, le blanchiment d'argent ou autres par un même groupe criminel organisé, est considéré comme circonstance aggravante», a poursuivi le ministre de la Justice.

Le ministre a, par la même, mis en avant l'introduction de la définition d'un groupe criminel organisé au projet de révision du code pénal soumis au Parlement, dans l'objectif de mettre en place une définition exacte adaptée aux mécanismes internationaux y afférents.

Avant cela, l'Algérie a été «parmi les premiers pays» à avoir ratifié la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en 2002, et les trois protocoles y afférents, et ce «partant de sa conviction que le crime organisé se pullule à une vitesse effrénée et se propage au niveau mondial, outre sa menace pour la sécurité et la stabilité des pays et des peuples». Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, a évoqué le crime de traite des

êtres humains, devenue «une des formes de criminalité transnationale qui menacent la stabilité des pays, au regard à son impact négatif sur la société et sur la vie, la liberté et la sécurité des personnes», notamment les «femmes et les enfants vulnérables», ajoutant que la constitution algérienne accordait un «intérêt particulier» à ces crimes tous en les criminalisant. Concernant le trafic de migrants, devenu ces dernières décennies «une des activités courantes des réseaux criminels organisés», l'Algérie «a adapté sa législation nationale aux mécanismes internationaux en criminalisant le trafic de migrants dans le Code pénal de 2009.

L'Etat déploie de grands efforts pour lutter contre ce crime en mettant en place des mécanismes de coopération en matière de sécurisation des frontières et rappelle l'importance de la coopération internationale en matière de sécurité et de justice», a rappelé le ministre de la Justice.

Dans cette perspective, «les autorités algériennes confirment leur entière coopération avec les représentations diplomatiques des citoyens étrangers concernant les questions de traite des êtres humains et de trafic de migrants», a affirmé M. Tabi qui souligne le soutien de l'Algérie au Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) dans ses efforts visant à aider les pays à mettre en œuvre la convention de la meilleure manière possible.

Synthèse R.N.

EN AFRIQUE

Le coût de production de l'hydrogène vert peut chuter à 1,6 \$/ kg d'ici 2030

Le coût de production de l'hydrogène vert basé sur l'utilisation de l'électricité photovoltaïque pourrait chuter à 1,6 dollar par kg d'ici 2030 dans les régions offrant des conditions exceptionnelles d'irradiation solaire comme l'Afrique, l'Australie, le Chili, la Chine et le Moyen-Orient, a estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport publié le 22 septembre. Intitulé « Global Hydrogen Review 2023 », le rapport précise que l'utilisation de l'électricité photovoltaïque pour l'électrolyse de l'eau deviendra le moyen le moins cher pour produire de l'hydrogène d'ici la fin de la décennie, en raison notamment de la baisse des coûts des équipements nécessaires à la construction des cen-

trales solaires et à la fabrication des électrolyseurs. A titre de comparaison, le coût de production de l'hydrogène propre en utilisant l'énergie éolienne se situera à entre 2,1 et 2,3 dollars par kg en 2030 dans les régions disposant d'excellentes ressources éoliennes (en mer ou sur terre) comme les États-Unis et le Nord-ouest de l'Europe. L'AIE s'inquiète cependant de la lenteur du remplacement de l'hydrogène gris (produit à partir d'hydrocarbures sans recourir à des procédés de captage et de stockage de carbone) par l'hydrogène propre dans le monde. Si le nombre de projets de production d'hydrogène à faibles émissions annoncés continue de croître rapidement, les volumes de produc-

tion restent faibles, faute d'un véritable soutien financier des États. En 2022, la production de l'hydrogène à faible empreinte carbone s'est limitée à 0,7 million de tonnes à l'échelle mondiale, soit 0,7% de l'offre globale de l'hydrogène. Mais si tous les projets déjà annoncés sont réalisés, la production annuelle d'hydrogène à faibles émissions pourrait atteindre environ 38 millions de tonnes en 2030. Sur ce total, 27 millions de tonnes devraient être produits par électrolyse de l'eau à partir d'une source d'énergie renouvelable, et plus de 10 millions de tonnes à partir de combustibles fossiles avec captage du carbone. Mais ces objectifs risquent de ne pas être atteints d'ici la fin de la décennie, car à ce jour 4% des

projets annoncés seulement ont fait l'objet d'une décision finale d'investissement. De plus, les nouveaux projets sont confrontés, au moins temporaire-ment, à une hausse des coûts qui menace leur rentabilité à long terme dans un contexte de crise énergétique mondiale, d'inflation élevée et de perturbations des chaînes d'approvisionnements. Plusieurs projets ont déjà revu à la hausse leurs estimations de coûts initiales à des taux allant jusqu'à 50% ! Le rapport souligne d'autre part que les dispositifs visant à stimuler la demande d'hydrogène à faibles émissions sont également en retard par rapport à ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de

gaz à effet de serre figurant dans l'accord de Paris sur le climat. La consommation mondiale d'hydrogène, toutes catégories confondues, a atteint 95 millions de tonnes en 2022, soit une augmentation de près de 3 % par rapport à l'année précédente. La demande a fortement progressé dans toutes les grandes régions consommatrices, à l'exception de l'Europe, dont l'activité industrielle a été affectée par la forte hausse des prix du gaz naturel. Mais la consommation d'hydrogène à faibles émissions reste très limitée, ne représentant que 0,6 % de la consommation totale, ce qui implique que la production et l'utilisation d'hydrogène en 2022 a émis 900 millions de tonnes d'équivalent CO2.